

35e anniversaire de la proclamation de l'Etat de Palestine

DANS LA DOULEUR ET LA RÉSISTANCE

Page 3

Transition numérique

VERS LA RÉALISATION D'UN DATA CENTER PAR HUAWEI

Page 4

LE JEUNE
INDÉPENDANT
N° 7741– JEUDI 16 NOVEMBRE 2023
www.jeune-independant.net direction@jeune-independant.net

L'HÔPITAL AL-SHIFA PRIS D'ASSAUT PAR LES SOLDATS SIONISTES

LES CONVENTIONS INTERNATIONALES BAFOUÉES

Après plusieurs jours de bombardements et de siège, l'hôpital Al-Shifa, le plus important de la ville de Ghaza, a été pris d'assaut hier matin par les forces d'occupation sionistes avec un feu vert américain. Le ministère de la Santé palestinien a affirmé que des soldats sionistes étaient rentrés dans l'établissement hospitalier avec leurs chars. Un acte criminel qui s'ajoute à la longue liste de crimes barbares commis par Israël contre les civils dans la bande de Ghaza.

Page 2



VIANDES BLANCHES

Les propositions pour une baisse des prix

Page 5

LA 11e ÉDITION DU NAPEC CLÔTURÉE HIER À ORAN

Grand intérêt des majors de l'énergie

Page 4

ALGÉRIE- SOMALIE AUJOURD'HUI À 17 H

Gagner et se projeter sur le Mozambique



Page 11

NAPEC
North Africa
Energy & Hydrogen Exhibition and conference
NAPEC 2023
North Africa Energy & Hydrogen Exhibition and Conference
13-15 November 2023
At Oran International Convention Center Mohamed Ben Ahmed (CCO) - Algeria
For Exhibition and Sponsorship inquired
pic@napec-dz.com
+213 561 80 89 13 / +213 770 610 861
www.napec.net

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION FONDÉ LE 28 MARS 1990 – ISSN 1111-0115. PRIX : ALGÉRIE 30 DA, FRANCE 1 EURO

L'HÔPITAL AL-SHIFA PRIS D'ASSAUT PAR LES SOLDATS SIONISTES

Les conventions internationales bafouées

Après plusieurs jours de bombardements et de siège, l'hôpital Al-Shifa, le plus important de la ville de Ghaza, a été pris d'assaut hier matin par les forces d'occupation sionistes avec un feu vert américain. Le ministère de la Santé palestinien a affirmé que des soldats sionistes étaient rentrés dans l'établissement hospitalier avec leurs chars. Un acte criminel, sans précédent, interdit par la loi internationale qui s'ajoute à la longue liste de crimes barbares commis par Israël contre les civils dans la bande de Ghaza.



Un acte criminel sans précédent.

Plusieurs hôpitaux de Ghaza sont bombardés et assiégés, selon l'agence de presse palestinienne Wafa, qui a rapporté que l'armée d'occupation a lancé un raid sur l'hôpital Al-Shifa, plus grand complexe hospitalier de l'enclave où s'entassent des milliers de personnes, patients mais aussi personnes déplacées notamment du nord de la bande.

«Je suis dans l'hôpital et je vois des dizaines de soldats et de commandos aux urgences et à la réception et il y a des chars qui sont entrés dans le complexe de l'hôpital», a déclaré Youssef Abul Reesh, haut responsable du ministère de la Santé à Ghaza, appelant l'ONU et la communauté internationale à intervenir «immédiatement » pour mettre fin à cette opération.

Plusieurs milliers de personnes, malades, personnels et civils déplacés par la guerre s'entassent sur le site de l'hôpital Al-Shifa, qui était encerclé par l'armée israélienne depuis plus de cinq jours. Des chars israéliens sont désormais entrés à l'intérieur de l'hôpital, postés devant différents services dont celui des urgences. Ces derniers jours déjà, les générateurs ont cessé de tourner faute de carburant, dont aucune goutte n'est entrée à Ghaza depuis le 7 octobre, car deux jours plus tard, Israël avait imposé un «siège complet» aux 2,4 millions d'habitants de la bande de Ghaza.

Selon des médias palestiniens, un millier de personnes sont désormais sur la grande esplanade du complexe hospitalier, mains en l'air. Certains ont été déshabillés par des soldats sionistes. À l'intérieur de la structure hospitalière, dans les couloirs des différents départements, les soldats tirent des coups de feu en allant de pièce en pièce. Des femmes, des enfants en pleurs sont fouillés. D'autres doivent passer sous une borne équipée d'une caméra de reconnaissance, les mêmes qui ont été installées le long des couloirs d'évacuation vers le sud de la bande de Ghaza, selon les mêmes sources.

Le directeur de l'hôpital, Mohammed Abou Salmiya, a déclaré qu'au moins 179 martyrs avaient été enterrés hier dans une fosse commune. «Il y a des corps qui jonchent les allées du complexe hospitalier et les chambres frigorifiées des morgues ne sont plus alimentées » en électricité, a-t-il déclaré avant l'assaut israélien.

Le ministère de la Santé de l'enclave palestinienne a indiqué, dans un communiqué, que les autorités à Ghaza tiennent «l'occupation israélienne, la communauté internationale et les Etats-Unis entièrement responsables de la sécurité des milliers de membres des équipes médicales, blessés, déplacés dans l'enceinte», mettant en garde contre un massacre à l'hôpital.

Par ailleurs, des organisations internationales et humanitaires ont condamné cet acte qui s'apparente à des crimes de guerre.

L'ONU, l'OMS et la Croix-Rouge ont exprimé leurs inquiétudes quant à la sécurité des civils et des équipes médicales.

« Les hôpitaux ne sont pas des champs de bataille », s'est indigné Martin Griffiths, responsable des opérations humanitaires d'urgence de l'ONU sur X, ajoutant qu'il est « horrifié par les informations faisant état de raids militaires à l'hôpital al-Shifa à Ghaza». « La protection des nouveau-nés, des patients, du personnel médical et de tous les civils doit primer sur toute autre préoccupation », a-t-il insisté.

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ainsi que le patron de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) se sont dits «extrêmement inquiets » de l'impact sur les personnels médicaux, les patients et les civils qui ont trouvé refuge dans l'hôpital.

Le CICR rappelle que « les patients, le personnel médical et les civils doivent être protégés à tout moment » et précise être en contact « avec les autorités concernées ».

Le patron de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a jugé que « les informations sur une agression militaire dans l'hôpital d'Al-Shifa sont profondément préoccupantes », soulignant que l'OMS avait une nouvelle fois perdu le contact avec le personnel de santé de l'hôpital. «Nous sommes extrêmement inquiets pour leur sécurité et celle de leurs patients », a-t-il ajouté.

«FEU VERT» AMÉRICAIN !

L'Etat sioniste, qui prétexte que l'hôpital Al-Shifa «abrite des infrastructures stratégiques du Hamas », a été soutenu hier par la Maison Blanche qui a assuré que le Hamas et le Jihad islamique avaient «un centre de commandement et de contrôle depuis l'hôpital Al-Shifa ».

Pour le Hamas, l'adoption par la Maison Blanche du faux récit de l'occupation selon lequel la résistance utilise le complexe médical al-Shifa à des fins militaires, a donné le feu vert à l'occupation pour commettre davantage de massacres contre les civils. Il convient de rappeler que le mouvement de la résistance et le ministère de la Santé à Ghaza démentent ces allégations et ont, à plusieurs reprises, réclamé la visite de «commissions d'enquêtes internationales». Depuis le début de l'agression sioniste contre la bande de Ghaza, les bombardements israéliens ont tué 11 320 personnes, majoritairement des civils, parmi lesquels 4 650 enfants, selon un bilan officiel.

Mohamed Mecelti

Un million d'enfants ghazaouis menacés de mort

LA DIRECTRICE générale du Fonds des Nations-unies pour l'enfance (UNICEF), Catherine Russell, a indiqué qu'à Ghaza il n'y a désormais aucun endroit sûr pour le un million d'enfants palestiniens, appelant "à la protection des enfants conformément au droit international"."Aujourd'hui, je me suis rendu dans la bande de Ghaza pour rencontrer des enfants, leurs familles et le personnel de l'UNICEF.

Ce que j'ai vu et entendu a été dévastateur. Ils ont subi des bombardements, des pertes et des déplacements répétés. Il n'y a aucun endroit sûr où se tourner pour le million d'enfants de Ghaza", a déclaré Russell dans un message sur la plateforme X anciennement (Twitter).

La responsable onusienne a ajouté qu'il y a ''de graves violations qui ont été commises contre les enfants", notant que plus de 4 600 enfants sont tombés en martyrs et près de 9 000 blessés à Ghaza.

La directrice de l'UNICEF a également souligné que de nombreux enfants sont portés disparus et semblent enterrés sous les décombres d'immeubles et de maisons effondrés, résultat tragique de l'utilisation d'armes explosives dans des zones peuplées, ajoutant que pendant ce temps, des nouveau-nés nécessitant des soins spécialisés sont morts dans l'un des hôpitaux de Ghaza, à cause d'une panne d'électricité.

Dans le même contexte, elle a relevé que "l'ouverture intermittente des postes frontaliers de Ghaza aux expéditions de fournitures humanitaires est insuffisante pour répondre aux besoins croissants. Et à l'approche de l'hiver, les besoins en carburant pourraient devenir encore plus criants. Quand j'ai quitté Ghaza aujourd'hui, la pluie tombait à torrent, ajoutant la misère", appelant "à veiller à ce que les enfants soient protégés et assistés, conformément au droit international humanitaire". Par ailleurs, L'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a averti avant-hier que ses programmes humanitaires à Ghaza devraient s'arrêter d'ici 30 heures en raison de l'épuisement de ses réserves de carburant.Adnan Abu Hasna, conseiller médiatique de l'UNRWA, a indiqué à la presse que la suspension des opérations de l'agence signifierait une interruption de l'approvisionnement en eau potable et une aggravation de la crise de la sécurité alimentaire pour la population de Ghaza.

En raison du manque de carburant, l'UNRWA ne sera plus en mesure d'acheminer des fournitures humanitaires à Ghaza depuis l'Egypte, et les boulangeries locales seront à court de matières premières pour fonctionner, ce qui pourrait conduire à une famine totale.

Il a en outre mis en garde contre une catastrophe sanitaire majeure résultant de la mise à l'arrêt des stations d'épuration, qui pourrait avoir des répercussions environnementales et causer une propagation sans précédent de maladies infectieuses et d'épidémies.L'UNRWA a procédé à des consultations intensives avec les Etats-Unis, l'Union européenne et la partie israélienne, mais aucun accord n'a été conclu sur la reprise des flux de carburant vers Ghaza, selon M. Abu Hasna.

Thomas White, directeur opérationnel de l'UNRWA à Ghaza, avait déjà annoncé lundi sur le réseau social X que les opérations humanitaires cesseraient dans les 48 heures en raison du refus de laisser entrer du carburant à Ghaza.

Depuis le 11 octobre, Ghaza est aux prises avec des coupures de courant dues à la fin de l'approvisionnement en électricité par l'entité sioniste et à l'épuisement des réserves de carburant essentielles au fonctionnement de l'unique centrale électrique de l'enclave palestinienne déjà sous blocus depuis plus de 16 ans.

M. M.

35e ANNIVERSAIRE DE LA PROCLAMATION DE L'ETAT DE PALESTINE

Dans la douleur et la résistance

« Au nom d'Allah et au nom du peuple arabe palestinien, je proclame l'établissement de l'Etat de Palestine sur notre terre palestinienne, avec pour capitale El-Qods El-Charif ». La proclamation historique a été lancée sentencieusement par le défunt leader historique Yasser Arafat, le 15 novembre 1988, au palais des Nations à Alger, dans son célèbre discours devant le Conseil national de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP).



Le génocide sioniste donne une autre dimension à cet anniversaire.

Hier, les Palestiniens ont commémoré ce 35e anniversaire de la proclamation de l'Etat de Palestine, dans un contexte très particulier, marqué par une nouvelle tragédie qui s'abat sur ce peuple meurtri par l'agression génocidaire de l'occupant sioniste dans les territoires occupés, notamment dans la bande de Ghaza. En 1988, l'espoir d'une paix et l'instauration d'une solution à deux Etats étaient proches. Le contexte mondial de l'époque, caractérisé par l'effondrement du mur de Berlin, la chute du bloc socialiste et l'émergence de la mondialisation, ont favorisé cet espoir pour un monde nouveau après une longue lutte contre la spoliation et l'exil forcé depuis 1948.

Aujourd'hui, le génocide et la politique de la terreur, appliqués minutieusement et cyniquement par l'entité sioniste contre les civils palestiniens, donnent une autre dimension à cet anniversaire. Les Palestiniens ont beaucoup perdu depuis : des dizaines de milliers de morts, de détenus et des disparitions, en sus des millions d'exilés à travers le monde, des terres millénaires expropriées, des propriétés et des maisons spoliées ou détruites.

La communauté internationale s'est aussi pliée aux pressions des Etats alliés et complices de l'entité sioniste, fermant les yeux sur les crimes et les exactions sionistes sur le peuple palestinien. Trahison des uns, concussion des autres, les marchandages ont évolué en normalisation, comme habillage feutré de la corruption diplomatique.

L'impunité totale s'est installée comme une règle dans la géopolitique actuelle, offrant au sionisme barbare expansionniste toute la liberté de tuer, de massacrer, de déposséder les biens d'autrui et de nier l'autre. Avec la résurgence en force de l'idéologie raciste et extrémiste dans la classe politique israélienne, la Palestine est menacée de disparition ou d'être sous domination. Ce qui se passe à Ghaza avec les massacres systématiques des populations civiles est une preuve de plus de la volonté d'extermination du peuple palestinien par les hordes sionistes.

Faut-il dire qu'on revient à la case départ pour les Palestiniens ? Le sentiment général chez l'opinion publique est que 35 ans après cette proclamation, on est au point mort. C'est en riposte aux crimes impunis de l'occupation sioniste, ses exactions à l'encontre du peuple palestinien, les provocations des colons contre la Mosquée d'El-Aqsa, et surtout face à la lâcheté et le silence de la communauté internationale que la résistance palestinienne a lancé le 7 octobre dernier une opération baptisée "Déluge d'El-Aqsa".

Depuis, Israël a décidé de commettre les pires crimes de ce troisième millénaire : près de douze mille morts, dont 75% sont des femmes et des enfants, et plus de 30 000 blessés. La bande de Ghaza a été complètement rasée, soumise à des bombardements intensifs. La ville survit sous un siège total, depuis le 9 octobre, privée d'eau, d'électricité, de nourriture et de médicaments, malgré les appels de la communauté internationale à un cessez-le-feu.

Dernièrement, l'Algérie a appelé à la tenue d'une Assemblée générale extraordinaire de l'ONU pour octroyer à la Palestine la qualité de membre à part entière de l'AG onusienne, au lieu d'Etat observateur non membre des Nations unies, un statut obtenu en décembre 2012.

« J'insiste pour tenir une session pour octroyer à la Palestine le statut d'Etat membre de l'ONU », a plaidé le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors de la 78e session de l'AG de l'ONU, exhortant le Conseil de sécurité à « promulguer une résolution, en vertu de laquelle il parrainera la solution à deux Etats qui fait le consensus au niveau international, et appellera à la fin des actes unilatéraux de l'autorité d'occupation, notamment les activités d'implantation de colonies dans les territoires palestiniens occupés ».

Mohamed Kouini

PRIORITÉS DE L'ALGÉRIE AU CONSEIL DE SÉCURITÉ

Œuvrer à des solutions pérennes pour le Sahel et la Palestine

LA STABILITÉ sécuritaire au Sahel et la question palestinienne sont parmi les dossiers prioritaires sur lesquels l'Algérie mettra l'accent lors de son prochain mandat au Conseil de sécurité des Nations unies. C'est ce qu'a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Ahmed Attaf, dans le cadre de sa visite de travail au Royaume-Uni.

A l'occasion d'une rencontre consultative sur le Conseil de sécurité, organisée à Wilton Park, le ministre Ahmed Attaf a prononcé, dans la soirée de mardi, une allocution dans laquelle il a mis en exergue le contexte international dans lequel intervient l'adhésion de l'Algérie au Conseil de sécurité.

Le ministre a affirmé que les priorités de l'Algérie « consistent avant tout à œuvrer pour raviver l'intérêt et l'engagement du Conseil de sécurité dans la résolution des conflits et des crises qui font rage dans les régions africaine et arabe », a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Le chef de la diplomatie algérienne a mis en exergue le fait que l'une des principales préoccupations de l'Algérie est la situation sécuritaire dans la région du Sahel, qui « est devenue le foyer de la plus forte concentration au monde de points chauds de conflits armés et de crises multidimensionnelles ». Il a poursuivi en soulignant que cette crise s'étend sous la forme d'un « arc de feu », de la mer Rouge à l'océan Atlantique, du Soudan au Sahara occidental.

Le ministre a ajouté qu'« en quelques années seulement, cette région est devenue l'épicentre mondial du terrorisme et de la criminalité transnationale organisée, dans un contexte d'instabilité politique croissante provoquée par la récente résurgence de changements anticonstitutionnels



Le ministre des Affaires étrangères Ahmed Attaf.

de gouvernement ». En outre, l'urgence d'une solution durable à la question palestinienne a également été évoquée par M. Attaf.

Il a affirmé que « dans la région arabe, la tragédie en cours dans les territoires palestiniens occupés, en particulier dans la bande de Ghaza assiégée, est venue comme un horrible rappel de la nécessité urgente de régler correctement la question palestinienne conformément à la solution de deux Etats, convenue par la communauté internationale depuis des décennies ».

Appelant la communauté internationale à redoubler d'efforts pour parvenir à une paix durable, le ministre a exprimé la position constante de l'Algérie pour apporter son soutien total aux Palestiniens dans leur quête de justice et de dignité. Par ailleurs, le ministre a affirmé que « rejoindre le Conseil de sécurité est gratifiant, mais aussi extrêmement exigeant ». Dans un contexte géopolitique mondial « complexe », M. Attaf a estimé qu'« il est essentiel de s'attaquer aux causes profondes des conflits et des crises, ainsi que de mettre l'accent sur le rôle des femmes et des enfants dans les processus de paix ».

Il a souligné, dans ce sillage, la volonté de l'Algérie d'apporter de nouvelles perspectives pour relever les défis actuels à travers une collaboration étroite avec les organisations régionales, notamment l'Union africaine et la Ligue arabe. Le ministre a également noté que « les divergences et les divisions géopolitiques entre les membres permanents ont entravé les délibérations du Conseil de sécurité et limité sa capacité d'action ».

Par conséquent, cette situation « a ravivé les exigences mondiales en faveur d'une réforme globale pour aider le Conseil de sécurité à surmonter ses difficultés internes et à apporter des réponses adéquates aux défis actuels ».

Selon M. Attaf, l'Algérie considère qu'il n'y a pas d'alternative au Conseil de sécurité et qu'il est essentiel de le faire fonctionner pour répondre aux attentes des peuples en matière de préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

A l'occasion de cette rencontre, le chef de la diplomatie a mis en exergue le fait que l'Algérie est déterminée à jouer un rôle actif et constructif au sein du Conseil de sécurité. Le pays entend défendre ses priorités, notamment la résolution des conflits en Afrique et au Moyen-Orient. En rejoignant le Conseil de sécurité, l'Algérie aspire à contribuer activement aux efforts internationaux visant à maintenir la paix et la sécurité mondiales.

Sihem Bounabi

DIGITALISATION
Un axe stratégique pour Sonatrach

EN PLUS des sujets de l'heure dans le secteur énergétique, la digitalisation a eu aussi sa part durant le North Africa Energie & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC 2023). Un panel lui a été consacré dans la matinée d'hier, compte tenu de l'impact de la digitalisation et des technologies avancées sur les industries.
Dans un monde de plus en plus interconnecté, l'adoption des technologies numériques est devenue impérative pour les entreprises qui souhaitent maintenir leur compétitivité et améliorer leur efficacité opérationnelle. Sonatrach a pris conscience de ce challenge qui a placé la digitalisation comme axe stratégique de sa stratégie SH 2030.
C'est d'ailleurs ce qui a été réitéré la cheffe département qualité au niveau de la direction centrale digitalisation et système d'information de Sonatrach, Fadila Benyahia, laquelle a souligné les éléments de réussite de cette digitalisation. Selon elle, pour la réussir «il faut mettre en place un bon système de gouvernance et de management pour la digitalisation». Pour concevoir ce dernier, il est essentiel de se baser sur les bonnes pratiques et normes, et ce dans tous les domaines, pas uniquement dans le secteur énergétique. «L'objectif de la digitalisation c'est la création des bénéfices avec, notamment l'optimisation des ressources», a-t-elle précisé, soulignant néanmoins les risques qui découlent de cette digitalisation. Il s'agit des cybers attaques, d'où la nécessité de sécuriser le système et développer des solutions adéquates. La formation du personnel aux nouvelles technologies ainsi que la mise en place des infrastructures capables d'héberger ces nouvelles technologies sont également nécessaires. L'objectif de la transformation numérique amorcée par Sonatrach étant la création de la valeur. «Cette objectif est atteint grâce à l'amélioration des processus commerciaux qui ne peut être réalisé que par la mise en place d'un système de gouvernance et de gestion de l'information et de la technologie efficace et conforme aux obligations légales et réglementaires».
Dans le domaine de la digitalisation de l'entreprise, une strat-up, crée au début de l'année, a présenté pour la première fois ses services, à savoir, BDigitAll, spécialisée dans l'engineering de l'innovation des métiers, qui après analyse d'un métier donné, crée der outils connectés en plus d'applications web et mobile à même d'accélérer et de faciliter le quotidien des opérateurs. La strat-up qui a déjà à son actif des clients importants, à l'instar de la SAA a présenté son premier produit qui est la Business card qui est considérée comme un accélérateur commercial. Elle permet d'augmenter la visibilité, d'améliorer l'efficacité et d'accélérer la croissance d'un client.
La présence au NAPEC a permis, selon le dirigeant de cette start-up d'être en contact direct avec les grands décideurs du secteur énergétique. De bons retours ont été par ailleurs signalés par le représentant de cette start-up, lequel a précisé que «grâce à la BCARD, en plus des informations classiques disponible sur une carte de visite, il est possible de connecter les informations, d'ajouter des liens personnalisés et aussi une brochure pour une meilleure efficacité commerciale».

L. A. A.

TRANSITION NUMÉRIQUE

Vers la réalisation d'un Data Center par Huawei

Le projet de réalisation d'un Data Center par l'entreprise chinoise Huawei, visant la concrétisation d'une véritable transition numérique dans le pays, a été approuvé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, lors du Conseil des ministres tenu avant-hier.



Eliminer la bureaucratie entravant plusieurs projets.

Selon le communiqué ayant sanctionné la réunion dudit, le Président a rappelé que «le principal objectif du projet de numérisation de grande envergure est d'éliminer la bureaucratie entravant les projets, d'adopter la transparence dans la gestion de la chose publique et de minutieusement définir les besoins du pays dans l'ensemble des secteurs». Dans cette optique, les data center pourraient jouer un rôle crucial dans le développement de différents domaines, notamment les télécommunications, les services financiers, l'e-commerce et l'administration publique.
Le choix de Huawei n'est pas fortuit car il se trouve être est parmi les leaders dans ce domaine et active depuis de nombreuses années en Algérie.
Selon les informations disponibles, il existe environ 20 data centers en Algérie. Ces data centers sont répartis dans les principales villes du pays, notamment Alger, Oran, Constantine et Annaba.
Ainsi, le consultant expert en nouvelles technologies, Younes Grar, avait préconisé de développer davantage l'internet mobile, la 4G LTE fixe et l'internet par satellite dans les zones non couvertes par la fibre optique, de créer un data center gouvernemental pour héberger les données des différents ministères et de sécuriser davantage les infrastructures de télécommunications contre les attaques cybernétiques.
Pour lui, ces mesures, qui sont à la fois techniques et organisationnelles, nécessitent des investissements importants pour réussir la transition numérique dans le pays.
Il convient de noter que l'opérateur de télécommunications «Algérie Télécom» avait inauguré, en février 2023, son propre «Data Center», au niveau de la wilaya de Constantine, réalisé entièrement par ses équipes.
Ce centre de données, équipé de technologies de pointe et d'une plateforme Cloud, «facilitera la collecte, le traitement et le stockage des données des entreprises, en plus de leur garantir un niveau de sécurité optimal et la haute disponibilité des données», a expliqué Algérie Télécom. En outre, le data center de Sonatrach, était le premier en Algérie à obtenir la certification internationale «Uptime Tier 3 design».
Il dispose d'une infrastructure de pointe et très performante équipée de serveurs connectés à un internet haut débit qui assure le stockage, le traitement et la fluidité des données et des applications, et offre un environnement sécurisé, minimisant les risques de failles de sécurité et les violations des systèmes d'information.
Quant à Icosnet, fournisseur privé de service Internet, il a déployé, en 2021, son second Data center sur l'ouest du pays basé à Oran. Ce data center a été élaboré afin de répondre à la forte croissance des besoins du marché, après avoir obtenu l'autorisation d'exploitation Cloud.

Rim Boukhari

LA 11e ÉDITION DU NAPEC CLÔTURÉE HIER À ORAN

Grand intérêt des majors de l'énergie

PLACÉ sous le sceau de la transition énergétique, le North Africa Energie & Hydrogen Exhibition and Conference (NAPEC) qui a fermé ses portes hier à Oran, a regroupé un nombre important de majors dans le secteur énergétique. Une preuve d'un grand intérêt pour le marché algérien qui devient de plus en plus attractif, à la faveur de la nouvelle loi sur les hydrocarbures.
Cette 11e édition s'est surtout distinguée par le focus qui a été mis sur la nécessité d'aller vers la transition énergétique, dans ses deux volets, à savoir, la production des énergies renouvelables mais aussi la décarbonisation, au maximum, de la production des énergies fossiles qui ont encore, de l'avis des spécialistes, de l'avenir. «La 11e édition du NAPEC a une particularité, celle de l'engagement et de l'engouement de grandes sociétés internationales, lesquelles ont montré un grand intérêt pour le Salon», a affirmé, dans sa déclaration à la presse, Djaffar Yacini, fondateur et responsable du NAPEC, précisant le fait que les compagnies internationales, majors dans le secteur énergétique, n'ont jamais été aussi nombreuses à prendre part à ce rendez-vous. Cela démontre une chose, c'est que «la nouvelle loi sur les hydrocarbures commence à donner ses fruits», selon les précisions de M. Yacini, saluant le soutien et l'appui assurés par les autorités, principalement le ministère de l'Energie et des Mines, Sonatrach et ses filiales, Sonelgaz… Le fait de faire venir les «grands» du secteur énergétique n'est pas aussi une mince tâche, selon lui, mettant en avant le savoir-faire dont dispose les organisateurs qui ont réussi à créer ce carrefour, devenu une référence régionale, pour les professionnels du secteur énergétique, en sus de l'engagement de l'Algérie qui attire ces investisseurs, a-t-il dit.
Une présence active de grandes entreprises énergétiques mondiales telles que ENI, TotalEnergies, ExxonMobil, Chevron, Pertamina, PTTEP, Repsol, Occidental Petroleum OXY, SEPSA, a été enregistrée, en plus de la participation du ministère de l'Energie et des Mines, de Sonatrach et ses filiales, ainsi que d'ALNAFT, l'ARH et Sonelgaz.
Des sociétés activant dans le secteur des nouvelles technologiques, dont le rôle est très important pour réaliser la transition énergétique, ont aussi pris part à ce rendez-vous énergétique. Selon le responsable du NAPEC, beaucoup de solutions innovantes sont en train d'émerger, dont certaines ont été présentées durant ce Salon. M. Yacini qui a mis en avant l'orientation mondiale, celle d'œuvrer pour «planète verte», a signalé l'émergence des solutions pour décarboner la production des énergies fossiles, lesquelles seront encore là les années à venir.
Se félicitant du grand succès qu'a connu cette édition, le président du NAPEC a affirmé que le Salon a évolué d'une manière progressive et enregistre une amélioration continue. Interrogé sur les partenariats qui ont pu être signés lors de cet événement, il a fait savoir que des contrats sont généralement signés entre fournisseurs de produits et services avec des clients, ainsi qu'entre des entreprises étrangères qui sont à la recherche d'un représentant en Algérie.
Pour ce qui est de l'autre volet de partenariat, soit celui qui doit lier Sonatrach avec ses partenaires, il a noté que «ce genre de partenariats ne se signent pas ici, mais à un autre niveau».
Notons que le président directeur général du groupe Sonatrach, Rachid Hachichi a tenu plusieurs rencontres de haut niveau avec les responsables de plusieurs grandes firmes énergétiques en marge de la 11e édition du NAPEC. Il s'agit du PDG du groupe espagnole Cepsa, Maarten Wetselaar, le DG de Occidental Petroleum, Warren Murdoch, le DG de Gazprom EP International, Serguei Tumanov ainsi que le vice-PDG de la compagnie Exxon mobile, Jonathan Wilson et le directeur exécutif chargé des opérations à la société Oil Serv, Akram Abughalia. Ces rencontres constituent une opportunité pour examiner les voies et moyens de développer les partenariats.

Lilia Aït Akli

VIANDES BLANCHES

Les propositions pour une baisse des prix

La consommation de viandes blanches a connu une baisse significative en Algérie depuis que ce produit a fait l'objet d'une hausse des prix sans précédent. Pour parer à cette situation, le gouvernement a autorisé l'importation de viandes blanches au profit d'entreprises publiques et d'opérateurs privés. Une décision qui, à elle seule, ne peut contribuer à réduire les prix compte tenu de la forte demande, selon l'Association de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE),

Pour le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi, l'octroi de licences d'importation de viandes, accordées par le ministère de l'Agriculture et du Développement rural, ne va pas contribuer de « manière significative » à une baisse des prix, tenant compte de la quantité de consommation qui est importante.

Le président de l'APOCE a souligné la nécessité de connaître les raisons pour comprendre la profondeur de ce problème, qui se répète chaque année et qui nécessite de combattre les causes qui conduisent à son apparition. Il a fait savoir que son organisation avait présenté aux autorités concernées un ensemble de propositions qui contribueraient à stabiliser les prix de la viande blanche sur le marché, soulignant la nécessité de les adopter.

M. Zebdi a avancé l'une des propositions que l'organisation considère importante pour résoudre le problème des prix de la volaille. Il s'agit de prêter attention aux petits éleveurs, en accompagnant ces derniers dans tous le processus d'élevage. « La majorité des éleveurs ne sont pas répertoriés et travaillent sans agrément hors du circuit officiel, alors que leur production représente 50 % du marché », a indiqué l'APOCE, qui estime nécessaire de régulariser la situation administrative des éleveurs non répertoriés pour pouvoir maîtriser les prix.



Le président de l'APOCE, Mustapha Zebdi.

Le président de l'APOCE a souligné l'importance d'être au chevet de ces petits éleveurs, estimant que « si les petits éleveurs produisent bien, les prix seront bas, et s'ils perdent, il faudra beaucoup de temps pour couvrir cette perte, ce qui nécessite une attention particulière ».

Il convient de rappeler que le département d'Abdelhafid Henni vient d'accorder plusieurs licences d'octroi de viande blanche au profit d'entreprises publiques et d'opérateurs privés dans l'objectif de constituer un stock stratégique pour approvisionner le marché national. Cette opération se poursuivra, selon le ministre, jusqu'à la baisse des prix sur le marché national afin de protéger les droits des citoyens et de contrôler le marché national.

Au début de l'année en cours, l'Office national des aliments de bétail (ONAB) avait procédé au plafonnement des prix du poulet à 350 DA/kg, cependant, les consommateurs ont exprimé leur déception, notamment les petites et moyennes bourses, qui constatent que les prix ne cessent de grimper, voire de doubler. Aujourd'hui, ils oscillent entre 500 et 550 DA le kg. Dans sa note de conjoncture pour le troisième trimestre 2023, publiée à la mi-octobre dernier, l'Observatoire des filières avicoles algériennes (OFAAL) a noté que les prix des produits avicoles (poulet de chair et œufs de consommation) ont enregistré des tendances à la hausse entre les mois de juillet et septembre.

« On a relevé une hausse significative des prix des viandes blanches et œufs de consommation aux différents stades. Ainsi, les prix du poulet sorti du poulailler (vif) ont connu un accroissement de 39 à 48 % au niveau du détail (vidé) entre le début et la fin de ce trimestre. Idem pour les œufs de consommation, un accroissement des prix de 13 à 17 %, respectivement au niveau de la production et du détail », a précisé l'OFAAL.

L'Observatoire a expliqué que « cette tendance haussière des prix est due principalement à une mauvaise structuration des filières avicoles aux différents stades, aux maladies aviaires, aux conditions climatiques qui ont causé de nombreuses mortalités et aux problèmes financiers, obligeant un grand nombre d'éleveurs à abandonner l'activité de l'élevage. »

Lynda Louifi

TRANSFERT DES ELEVES VERS UN AUTRE ETABLISSEMENT

Interdiction à partir du 15 février 2024

LE MINISTÈRE de l'Education nationale a diffusé une note portant sur l'interdiction des transferts des élèves des trois cycles de l'enseignement (primaire, moyen et secondaire) d'un établissement à un autre, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la wilaya, et ce à compter du 15 février 2024.Selon les instructions de la tutelle, aucun transfert d'élève scolarisé d'un établissement à un autre ne sera autorisé après cette date, sauf dans des cas exceptionnels.

Les situations exceptionnelles nécessitent des documents justificatifs, qui devront être examinés par le directeur de l'éducation avant d'être soumis à l'Office national des examens et concours. Le ministère a également souligné l'importance d'un contrôle rigoureux dans cette procédure.

Par ailleurs, afin de garantir une mise en œuvre efficace des nouvelles dispositions dans le secteur de l'éducation nationale, des sessions de formation sont prévues pour les directeurs des collèges et lycées ainsi que pour les responsables des centres régionaux d'enseignement et de formation à distance.

Ces sessions, qui comprendront également la présence du responsable de la numérisation et du chef du département chargé des examens, seront axées sur la fourniture d'explications organisationnelles et techniques complètes et nécessaires avant le début du processus d'inscription pour les demandes de transfert.

En outre, concernant certains services éducatifs, le département ministériel a ordonné de sensibiliser les élèves et les parents à l'utilisation du service de paiement électronique via la carte Edhahabia. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'une démarche plus large visant à moderniser et à numériser le système éducatif algérien, améliorant ainsi l'accessibilité et l'efficacité des services éducatifs.

Lynda L.

SOLUTIONS TECHNOLOGIQUES ET SERVICES INNOVANTS

ATS et Djezzy signent un accord de partenariat

L'OPÉRATEUR public de télécommunications Algérie télécom satellite (ATS) et l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy ont signé un accord de partenariat portant sur le développement de solutions technologiques et l'échange de services innovants, a indiqué un communiqué d'ATS. La cérémonie de signature s'est déroulée, hier, en marge du Salon NAPEC North Africa, en présence du Président directeur général d'ATS, Sellahi Yassine, et du directeur général de Djezzy, Mahieddine Allouche, et de cadres des deux entreprises. Ce partenariat a pour objectif de « développer une coopération solide et bénéfique, dans la perspective d'une convergence d'intérêts mutuels et de mettre à profit les compétences et l'expertise de chacun dans l'amélioration perfectible des solutions et services technologiques proposés et conçus pour le marché algérien », explique le communiqué. A cette occasion, M. Sellahi s'est félicité que de nombreuses entreprises sur le territoire national utilisent les solutions et services d'ATS, exprimant son engagement à poursuivre son développement en collaborant avec un partenaire comme Djezzy. De son côté, M. Allouche a indiqué que, ce partenariat marque une étape importante dans notre engagement à fournir des services de télécommunications de haute qualité aux entreprises, en offrant des solutions technologiques innovantes pour répondre aux besoins spécifiques de clients professionnels.

L. L.



CONSTANTINE

Une directrice déléguée de la santé pour Ali-Mendjli

LE WALI de Constantine, Abdelkhalek Sayoud, a procédé ce mardi à l'installation de Mme Boubguira Lynda à la tête de la direction déléguée de la santé au niveau de la circonscription administrative de la ville nouvelle Ali Mendjli. La rencontre s'est tenue en présence du secrétaire général de la wilaya, du chef de cabinet, de la wali déléguée de la circonscription de Ali Mendjli, ainsi que du directeur de la santé de la population et de la réforme hospitalière de la wilaya de Constantine. La responsable devra prendre en charge les préoccupations du secteur de la santé au niveau de la nouvelle mégacité dont dépendent plusieurs structures sanitaires, à leur tête l'hôpital Abdelkader Bencharif et la polyclinique Hocine Benkadri, ainsi que plusieurs autres annexes réparties à travers les différentes unités de voisinage. Cette nouvelle nomination s'inscrit dans le cadre des mesures visant à réformer le secteur de la santé au niveau de la wilaya de Constantine, surtout l'amélioration de la prise en charge des malades. La ville nouvelle Ali Mendjli, dont le nombre d'habitants frôle désormais le demi-million, est loin de répondre aux besoins de la population en matière de santé ; de nombreux habitants de la nouvelle agglomération sont le plus souvent orientés vers les structures sanitaires de la ville de Constantine, principalement le CHU Dr Benbadis et les multiples établissements hospitaliers spécialisés. Au cours de la cérémonie, le chef de l'exécutif de la wilaya a insisté sur le fait que l'installation d'un directeur délégué à la tête du secteur de la santé au niveau de la circonscription devra créer une meilleure dynamique dans la prise en charge de la santé de proximité. Ceci en sus de l'amélioration et la performance au sein des établissements hospitaliers, en vue d'une meilleure prise en charge des préoccupations des malades, d'autant que la cité connaît une démographie galopante. Le premier responsable a par ailleurs insisté sur la nécessité de veiller à booster le secteur et à sonder les défaillances constatées sur le terrain, mission qui sera désormais dévolu à la nouvelle directrice en collaboration avec la direction de wilaya du secteur sanitaire.

Amine B.

VERS UN ISLAM AUX LENDEMAINS QUI CHANTENT

POUR UN ISLAM DE PROGRES ET DU JUSTE MILIEU



Les juristes musulmans sont unanimes la- dessus. Le célèbre maître Mohammed Ach Chaibany, élève de l'Imam abou Hanifa, cite même une parole du prophète en ce sens: Atiya Ibn Gais Al Kilaby, rapporte que le prophète, Salut divin sur lui a dit : « Si un homme se réfugie dans le territoire ennemi après avoir commis meurtre, viol ou vol puis qu'il rentre (chez nous) muni de sauf-conduit (de notre part) il sera quand même jugé (et puni) pour ce dont il s'était échappé, mais s'il commet le meurtre, le viol ou le vol sur le territoire ennemi, et qu'il vienne (chez nous) muni de sauf-conduit, il ne subira aucune peine pour le crime commis sur le territoire ennemi».

La loi islamique n'admet pas d'exemption en faveur du chef de l'Etat, lequel est aussi assujetti à la loi et à la juridiction des tribunaux, que n'importe quel citoyen …, encore moins en faveur des souverains et ambassadeurs étrangers. On leur témoigne cependant, tous les égards qui conviennent à leur qualité d'hôte et à leur dignité, mais on ne les place guère au-dessus de la loi et de la justice.

Même la guerre est soumise à une loi ; et cette loi est humaine, en Islam, on fait une distinction entre belligérant et le combattant, on ne permet pas de tuer les enfants, les femmes, les vieillards, les malades et les religieux (moine et prêtre) les dettes en faveur des ressortissants de l'adversaire ne sont pas touchées par la déclaration de guerre; toute tuerie ou dévastation, au-delà du minimum strictement nécessaire, est interdite; les prisonniers sont bien traités et leurs actes de belligérance ne sont pas considérés comme crimes.

Afin de limiter les tentations des soldats conquérants, le butin ne revient pas à celui qui le capture, mais au gouvernement, qui, centralisant tous les butins, redistribue les 4/5 aux participants de l'expédition, et 1/5 allant au trésor gouvernemental ; la part du soldat et celle de commandant suprême était identique et égales…

Nous pouvons conclure ce bref aperçu en disant que l'Islam cherche à établir une communauté mondiale avec complète égalité entre les peuples, sans distinction de race ni de classes, ni de régions. Il cherche à convertir par persuasion ; il n'admet aucune contrainte dans les croyances religieuses, chaque individu étant personnellement responsable devant Dieu. Pour l'Islam, la charge du gouvernement représente un dépôt de confiance, un service, où les fonctionnaires sont les serviteurs du peuple.

D'après l'Islam, il est du devoir de chacun croyant de faire un effort constant pour répandre le bien et interdire le mal, et Dieu nous juge selon nos intentions et nos actes … Ainsi chacun aura participé à la renaissance d'un Islam capable d'être le ferment des nécessaires mutations historiques de notre temps. Lorsque les pionniers de cette renaissance, lorsque Djamel Edin El Afghani, Mohamed, Rachid Reda, Mohamed Igbal dans un livre au titre significatif, qui a valeur de mot d'ordre : « Reconstruire la pensée religieuse de l'Islam», lorsque Cheikh Ibn Badis faisait de ses commentaires du Coran le creuset où se forgeait l'âme d'une Algérie nouvelle, lorsque tous nous invitaient à un « retour aux sources», cela ne signifiait nullement entrer dans l'avenir à reculons. Tous au contraire ils nous appelaient à retrouver le jaillissement d'esprit créateur de l'Islam des premiers âges d'or, et par là même à l'exemple du prophète Mohammed Salut divin sur lui, des premiers califes bien guidés et des premiers grands jurisconsultes, à exercer notre jugement pour répondre aux problèmes de notre siècle.



«Le principe du mouvement» dans la pensée islamique écrivait Mohamed Igbal, c'est l'ijtihad, l'effort pour découvrir, en chaque moment de l'histoire, les moyens de résoudre les problèmes toujours nouveaux que pose cette histoire, dans le sens de la « voie juste» que nous désigne le message éternel.

L'ijtihad est la condition nécessaire du réveil: apprendre à distinguer l'essentiel, sortir de la nuit du « taqlid», aborder, à partir de la révélation essentielle du Coran: le « tawhid», la lutte contre les idolâtries modernes, celles du scientisme et de la technocratie qui, éludant la question du «personnel», la question du but et du sens, sont mises aux services de la croissance aveugle et de la volonté de puissance et nous conduisant à un suicide planétaire, les idolâtries aussi de l'Etat, du profit et des systèmes idéologiques tendant de justifier ces idolâtries.

Ainsi seulement l'Islam reviendra vivant, universel, ouvert à tous, comme il le fut en son principe …

CHEIKH TAHAR BADAOUI

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :
- L'Islam vivant du prof Roger Garaudy
- L'Islam politique du prof Mohamed said Al Achmawy
- Initiation à l'Islam du prof Mohamed Hamidullah
- Traduction du Saint Coran : * par le prof Mohamed Hamidullah
* par le prof Sadok Mazigh.
- Traduction du Saint Coran par Cheikh Boubakeur Hamza
- Islam (Dogme et Législation) de l'Imam Mahmoud Chaltût, traduit en français par le Professeur Messaoud Boudjenoun.
- Dictionnaire Elémentaire de l'Islam du Professeur Tahar Gaïd.

CLIMAT

La Chine et les Etats-Unis lancent un groupe de travail commun

Le nouveau groupe de travail annoncé se concentrera sur « la transition énergétique, le méthane, l'économie circulaire et l'efficacité des ressources, les provinces/Etats et villes à faible émission de carbone et durables, et la déforestation », ont déclaré les deux parties.

La Chine et les Etats-Unis ont annoncé le lancement d'un groupe de travail commun sur le climat, mercredi 15 novembre, les deux pays renforçant leur coordination à quelques heures d'un entretien entre Joe Biden et Xi Jinping qui doit se tenir à San Francisco dans le cadre d'un sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (Apec), sur fond de tensions bilatérales autour de Taïwan, de différends commerciaux et de la mer de Chine méridionale.

Les deux puissances collaborent depuis plusieurs années sur la question climatique, domaine dans lequel elles trouvent régulièrement des terrains d'entente. Des discussions entre les émissaires chinois et américain pour le climat, Xie Zhenhua et John Kerry, ont notamment été organisées du 4 au 7 novembre en Californie, aux Etats-Unis.

Le nouveau groupe de travail annoncé se concentrera sur « la transition énergétique, le méthane, l'économie circulaire et l'efficacité des ressources, les provinces/Etats et villes à faible émission de carbone et durables, et la déforestation », ont communiqué dans une déclaration commune les médias d'Etat chinois et le département d'Etat américain.

Les membres du groupe mèneront « un dialogue et une coopération afin d'accélérer les actions concrètes en faveur du climat », selon le texte. Les deux parties sont convenues de « travailler ensemble et avec d'autres parties » pour « relever l'un des plus grands défis de notre époque pour les générations actuelles et futures de l'humanité », d'après leur déclaration.

Ils relanceront également « les dialogues bilatéraux sur les politiques et les stratégies énergétiques » et « approfondiront les échanges politiques sur les solutions d'économie d'énergie et de réduction des émissions de carbone ».

Les Etats-Unis et la Chine s'engagent par ailleurs à « entamer immédiatement une coopération technique » sur la réduction des émissions de méthane, dont la Chine est le premier émetteur mondial. Pékin a dévoilé la semaine dernière un grand programme de contrôle de ses émissions de ce gaz à effet de serre − sans toutefois proposer d'objectif précis de réduction.

Dans leur déclaration commune, cependant, les deux parties sont convenues de « développer leurs actions/objectifs respectifs de réduction du méthane », qui seront inclus dans leurs plans de réduction des émissions à l'horizon 2035 − connus



Xi Jinping, à San Francisco.

sous le nom de « contributions déterminées au niveau national ».

Elles se sont également réengagées à respecter les objectifs de l'accord de Paris de 2015 sur le climat, à savoir maintenir le réchauffement de la planète « bien en deçà » de 2 degrés Celsius et poursuivre leurs efforts pour limiter l'augmentation à 1,5 degré. La 28e conférence des Nations unies sur le climat (COP28) se tiendra du 30 novembre au 12 décembre à Dubaï, dans les Emirats arabes unis.

Le succès de l'événement dépend en grande partie de la coopération entre les Etats-Unis et la Chine, les deux plus grands émetteurs de gaz à effet de serre en valeur absolue. Leur entente est souvent perçue comme cruciale pour donner une impulsion aux négociations sur le climat. L'année 2023 pourrait être la plus chaude jamais enregistrée dans l'histoire de l'humanité. La pression sur les dirigeants mondiaux pour qu'ils réduisent les émissions de gaz à effet de serre, qui contribuent au réchauffement de la planète, n'a ainsi jamais été aussi forte.

Interrogé sur sa rencontre avec Xi Jinping, Joe Biden a déclaré mardi qu'elle était surtout l'occasion de garder sous contrôle une relation bilatérale encore tendue. « Nous n'essayons pas de nous découpler de la Chine », a assuré le président américain, pour qui l'objectif est d'« être capables de prendre le téléphone et de se parler s'il y a une crise ».

M. Biden a toutefois estimé que la Chine de M. Xi avait de « vrais problèmes » face au « rétablissement du leadership américain ». « Nous nous opposons à une définition des relations sino-américaines en termes de concurrence », a répété de son côté une porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères, Pékin appelant régulièrement Washington à la coopération plutôt qu'à l'affrontement. **R. I.**

ROYAUME-UNI

La Cour suprême confirme l'illégalité de l'expulsion des demandeurs d'asile vers le Rwanda

LES HAUTS magistrats ont rejeté l'appel du gouvernement de Rishi Sunak et donné raison à la décision de la cour d'appel qui avait conclu que le Rwanda ne pouvait être considéré comme un pays tiers sûr. Le gouvernement rwandais a déclaré contester la décision.

La Cour suprême britannique a confirmé mercredi 15 novembre l'illégalité du projet hautement controversé du gouvernement d'expulser vers le Rwanda les demandeurs d'asile, d'où qu'ils viennent, arrivés illégalement sur le sol britannique. Les hauts magistrats ont ainsi rejeté l'appel du gouvernement de Rishi Sunak et donné raison à la décision de la cour d'appel qui avait conclu que le Rwanda ne pouvait être considéré comme un pays tiers sûr.

« Nous contestons la décision selon laquelle le Rwanda n'est pas un pays tiers sûr pour les demandeurs d'asile et les réfugiés », a déclaré Yolande Makolo, porte-parole du gouvernement rwandais, à l'issue du prononcé de la décision et après des mois de controverse et de bataille judiciaire.

Le projet est une mesure phare du premier ministre du Royaume-Uni, Rishi Sunak, qui a succédé à Boris Johnson il y a un an, dans le cadre de sa promesse d'« arrêter les bateaux » et de lutter contre l'immigration clandestine. L'immigration a été au cœur du débat du référendum sur le Brexit en 2016 et sera, vraisemblablement, un sujet majeur en vue des élections attendues l'année prochaine, pour lesquelles les travaillistes sont donnés favoris.

Signé en avril 2022 sous le gouvernement conservateur de Boris Johnson, le « partenariat migratoire et de développement économique » prévoit un aller simple pour le Rwanda pour les migrants arrivés illégalement sur le sol britannique, quelle que soit leur origine. Cet accord, qui court sur une durée de cinq ans, prévoit que Londres verse en contrepartie à Kigali 140 millions de livres sterling (160 millions d'euros), une somme affectée à l'aide au développement et à la prise en charge des migrants expulsé, dans l'idée qu'ils s'établissent au Rwanda.

Le gouvernement de Boris Johnson avait à l'époque insisté sur la nécessité de trouver de nouvelles solutions en raison de l'échec du système d'asile britannique à faire face à l'augmentation de l'immigration. Londres misait sur cette solution pour dissuader les migrants de traverser la Manche à bord de petits bateaux pneumatiques.

Les soutiens de Boris Johnson ont salué ce projet, estimant qu'il s'agissait d'une solution pour faire face au phénomène des small boats et alléger la pression induite par le nombre de demandeurs d'asile. Quelque 45 000 personnes avaient effectué la traversée en 2022. Les opposants estiment quant à eux que le projet est contraire au droit international et lui reprochent d'être impossible à mettre en œuvre, immoral, compliqué et dispendieux.

Aucun migrant n'a pour l'heure été expulsé. Les premiers étaient prêts à décoller pour le Rwanda en juin 2022, mais la Cour européenne des droits de l'homme avait suspendu la mise en œuvre du projet en attendant une décision sur le fond.

La Haute Cour de justice avait d'abord jugé, en décembre 2022, le projet légal, puis, en juin 2023, la cour d'appel avait infirmé le jugement de première instance, estimant que le Rwanda n'est pas un pays tiers sûr et évoquant les « défaillances » de son système d'asile. Elle avait jugé que les migrants étaient exposés à un risque d'expulsion depuis le Rwanda vers leur pays d'origine où ils risqueraient des persécutions, ce qui contrevient à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme sur la torture et les traitements inhumains.

R. I.

MER ROUGE

L'Ethiopie veut un accès sans passer par la guerre

LE PREMIER ministre Abiy Ahmed a affirmé ne pas vouloir « envahir » les pays voisins, mais « discuter » avec eux pour satisfaire cette demande.

L'Ethiopie n'a pas d'intentions belliqueuses vis-à-vis de ses voisins mais n'abandonnera pas sa prétention à un accès à la mer Rouge, a réaffirmé, mardi 14 novembre, son premier ministre, Abiy Ahmed, aux députés.

Le 13 octobre, M. Abiy avait suscité l'inquiétude en expliquant dans un long discours télévisé que la paix dans la région dépendait d'un accès à la mer Rouge pour l'Ethiopie enclavée et ses 120 millions d'habitants, qui en font le deuxième pays le plus peuplé d'Afrique. Deux semaines plus tard, il avait toutefois assuré que l'Ethiopie ne ferait « pas valoir ses intérêts par la guerre », mais uniquement par le dialogue.

« Nous ne projetons aucunement d'envahir d'autres pays, mais nous continuerons de réclamer sans réserve un accès portuaire » sur la mer Rouge, a répété mardi M. Abiy, répondant aux questions des députés, dont plus de 95 % sont membres de son Parti de la prospérité. « Ne pas avoir d'accès à la mer va rester un problème majeur » pour l'Ethiopie, dont « l'économie et la population croissent », a souligné le premier ministre, niant toute velléité de « menacer la souveraineté » de l'Erythrée voisine, qui a offert au pays une façade maritime lorsqu'elle lui fut rattachée entre 1952 et 1991.

L'Ethiopie veut « discuter aujourd'hui » avec les pays voisins, car « nous ne savons pas ce que l'avenir réserve si cette demande d'accès à la mer n'est pas résolue pacifiquement aujourd'hui », a martelé M. Abiy. Prix Nobel de la Paix en 2019 pour son rapprochement avec l'Erythrée après trente ans de guerre ouverte ou larvée, le dirigeant a souligné que son pays ne pouvait plus dépendre, comme aujourd'hui, du seul port de Djibouti pour son approvisionnement, agitant le spectre de la faim si l'Ethiopie n'y avait soudainement plus accès.

« Nous n'avons pas choisi de résoudre cela via un conflit. Nous avons dit : "Prévenons un conflit." Si les gens ont faim, ils feront tout plutôt que d'accepter de mourir », a-t-il expliqué, assurant vouloir un « développement équitable et mutuel » des pays de la Corne de l'Afrique. M. Abiy s'est dit prêt à discuter n'importe quand avec les pays de la région d'une « intégration régionale en Afrique de l'Est » favorisant « le commerce transfrontalier ». **R. I.**

BATNA

Plus de 16.000m3 d'eau potable économisés depuis début de l'année

PLUS de 16.000m3 d'eau potable ont été économisés depuis début 2023 suite à la réparation de fuites à travers les communes de Batna, a indiqué hier, Mohamed Bouchaour, directeur de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Dans ce sens, Mohamed Bouchaour, a précisé que « cette quantité du précieux liquide a pu être récupérée suite à la réparation de 2.550 fuites d'eau recensées à travers les réseaux de distribution d'eau potable et 160 pannes signalées dans les stations de pompage et les puits et forages ».

Ces interventions ont nécessité la mobilisation des services techniques relevant de l'ADE de Batna, a-t-il relevé, faisant état de l'impact des campagnes organisées pour sensibiliser les citoyens et les appeler à adhérer aux efforts déployés dans ce sens en informant sur les fuites d'eau signalées dans les quartiers et agglomérations via le numéro vert mis à leur disposition.

S'agissant de la lutte contre les amenées d'eau illégales, l'ADE a procédé, depuis début 2023, à la constatation de 52 points suspectés d'être raccordés illégalement, a souligné le même responsable, affirmant que l'opération se poursuit pour bannir ce genre de raccordement causant des pertes considérables en eau et portant atteinte également au réseaux de distribution.

Selon le même responsable, l'ADE de Batna gère 142 forages, 27 stations de pompage à travers 30 communes de la wilaya qui en compte 61.

R.R

DJANET

Améliorer la qualité des prestations sanitaires

PLUSIEURS opérations ont été retenues dans la wilaya de Djanet pour améliorer la qualité des prestations sanitaires dispensées aux citoyens notamment dans les régions éloignées, a indiqué hier, la direction locale de la Santé.

Il s'agit de la réhabilitation d'une salle de soins située dans la localité de Tadente (350 km Sud de Djanet), de la restauration d'une structure similaire et de l'ouverture d'une pharmacie dans la localité d'Ihiri (220 km Nord de Djanet), dans le cadre des efforts visant à améliorer la prise en charge sanitaire des populations de ces régions, a indiqué le directeur du secteur, Abdelaziz Kehila.

Il s'agit également de la réhabilitation d'une autre salle de soins dans la localité de Tin-Gadazen relevant de la commune de Bordj El-Houès (130 km Nord-ouest de Djanet) et de l'ouverture d'une annexe de pharmacie dans la région frontalière de Tinalkoum (220 km Est de Djanet), a-t-il déclaré.

Ce programme de développement comprend aussi l'équipement des structures de santé, en plus de l'acquisition de cinq ambulances, deux camions dont un frigorifique, selon le même responsable.

Par ailleurs, le secteur de la Santé à Djanet prévoit le lancement des travaux de réalisation d'un nouvel hôpital de 120 lits à Tadjentourt, la réouverture du service des urgences médicales à l'hôpital d'Ifri au chef-lieu de wilaya après l'achèvement des travaux de restauration, outre des projets de réalisation de deux polycliniques au niveau des quartiers d'Ifri et Zelouez dans la ville de Djanet, a fait savoir la même source.

La wilaya de Djanet dispose actuellement d'un Etablissement public hospitalier de 80 lits, quatre polycliniques et 14 salles de soins, selon les données de la direction du secteur.

R.R

BOUIRA

Le BIT Forme sur la gestion des entreprises

La ville de Bouira abrite depuis mardi un séminaire de formation au profit de 22 formateurs agréés par le bureau international du travail (BIT) venus d'une quinzaine de wilayas du centre du pays et du grand sud. Dans ce sens, Nouasria Nacer, directeur de la chambre d'artisanat et des métiers (CAM), a expliqué que « la formation a débuté, mardi, avec la participation de 22 formateurs agréés par le BIT et en présence du directeur général de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'Artisanat M. Kamel Eddine Bouam », soulignant que « l'objectif de cette rencontre est d'œuvrer pour la consolidation des connaissances techniques de ces formateurs. »



En outre, le directeur de la CAM de Bouira, a précisé également que les participants à la formation qui se déroule au siège des galeries de la ville, sont venus des wilayas de Bouira, Blida, Béjaia, Tiapaza, Bordj Bou Arréridj, Tamanrasset, Tizi Ouzou, Tindouf, Djelfa, M'Sila, Alger, Médéa et Boumerdès ainsi que de Ghardaia, selon les détails fournis par le même responsable.

« Deux maîtres formateurs assurent cette formation qui se poursuivra jusqu'à jeudi. Il s'agit d'une formation ayant pour but aussi d'encourager les formateurs agréés à consentir des efforts supplémentaires afin de parvenir à concrétiser les objectifs du secteur de l'artisanat traditionnel », a souligné M. Nouassria.

Cette formation lancée selon la méthode « gérez mieux votre entreprise » (GERME), va permettre aux participants des différentes wilayas de se rencontrer pour échanger des expériences et des connaissances liées à la formation des artisans. Elle porte sur plusieurs volets relatifs notamment à la comptabilité, le marketing, ainsi que la gestion des charges. Une fois la formation clôturée, ces formateurs agréés par le BIT pourront former et accompagner les artisans, les porteurs de projets et les femmes au foyer dans leurs wilayas respectives de façon à leur apprendre à maîtriser la gestion de leurs petites entreprises d'artisanat, « car les connaissances techniques ne suffisent pas pour pérenniser l'activité », a estimé M Nouassria.

« L'Algérie compte plus de 450.000 artisans qui ont besoin d'encadrement et d'accompagnement économique afin de mieux gérer leurs activités et entreprises d'artisanat », a-t-il conclu. **R.R**

BORDJ BOU ARRERIDJ

2e édition du séminaire «El Mokrani » de médecine vétérinaire

SOUS LE SLOGAN « la sécurité de l'alimentation sous l'égide des soins vétérinaires », s'est ouverte, avant-hier, la 2ème édition du séminaire « El Mokrani » de médecine vétérinaire, à Bordj Bou Arreridj.

A ce titre, le Dr Rafik Beghoura, président de cette rencontre de trois jours, a souligné que cette manifestation « vise à faire connaître les efforts des vétérinaires pour préserver la santé publique, et à informer ces derniers des plus récentes avancées de la médecine vétérinaire à l'échelle internationale ». Dans une allocution prononcée à cette occasion, le Dr Beghoura a souligné que le vétérinaire constitue « la première ligne de défense pour protéger les humains contre les empoisonnements et les maladies transmises par les animaux ». Pour sa part, le directeur des services agricoles (DSA), Houari-Boumediene Douibi, a indiqué que ce séminaire auquel participent des vétérinaires issus de différentes wilayas du pays, « est aussi une opportunité pour des investissements au niveau des zones industrielles compte tenu du leadership de la wilaya de Bordj Bou Arreridj dans les domaines de l'aviculture, de la production de viande blanche et d'œufs ».

Pour sa part, l'inspectrice vétérinaire, Aziza Bakhouche a indiqué que le concept de sécurité en matière d'alimentation se résume au fait que « chacun, à tout moment, consomme une quantité suffisante d'aliments sûrs pour vivre sainement ».

Elle a souligné, à cet égard, que le rôle du vétérinaire dans la contribution à l'amélioration de la sécurité de l'alimentation, est entrepris au niveau local, en coordination avec l'Inspection vétérinaire de la direction des services agricoles, sous le haut patronage du wali de Bordj Bou Arreridj, Kamel Nouicer.

Plus de 20 conférenciers de différentes régions du pays, ainsi que des vétérinaires, des producteurs agricoles et des pharmaciens participent à cette rencontre qui a également donné lieu à une exposition de matériels et d'outils agricoles, d'équipements pour vétérinaires et de produits alimentaires pour animaux. **R.R**

MAÎTRE INCONTESTÉ DE LA MUSIQUE ANDALOUSE

Sid Ahmed Serri nous quittait il y'a 8 ans

Le regretté professeur Sid Ahmed Serri (1926-2015), figure emblématique de la musique andalouse, notamment dans sa variante Senaa, a dévoué sa vie à la préservation et à la transmission de ce patrimoine ancestral et identitaire aux générations futures.



Né en 1926 à la Casbah d'Alger au sein d'une famille de mélomanes, Sid Ahmed Serri a manifesté dès son enfance une passion et un amour profonds pour la mélodie andalouse, caractérisée par ses variations modales et ses cadences rythmiques uniques.

Dès l'âge de quatre ans, il a été inscrit à l'École coranique, où il a développé ses capacités vocales en récitant des chants religieux et en mémorisant leurs textes. Sa renommée s'est rapidement étendue, et il a été sollicité pour animer des soirées religieuses dans des sanctuaires renommés.

Après avoir entamé sa formation académique en 1945, Sid Ahmed Serri a rejoint l'Association algérienne de l'Art andalou, où le professeur Abderrezak Fekhardji l'a repéré et intégré dans sa classe au Conservatoire d'Alger. Il a ensuite enrichi son art en rejoignant d'autres associations telles qu'»El Andaloussia», «El Hayat» et «El Djazairia», perfectionnant à la fois son interprétation des chants andalous et sa technique à l'instrument du Oud.

En 1947, il intègre la radio et l'Orchestre Sanaa, marquant ainsi le début d'une carrière prolifique. En 1948, il est honoré en tant que «meilleur chanteur», ce qui lui ouvre les portes des studios de radio et de la télévision où il confirme sa renommée, recevant le surnom respectueux de «Cheikh».

En 1952, Sid Ahmed Serri prend la direction de l'association «El Djazairia», devenue plus tard «El Mossiliya», passant du statut d'élève à celui de professeur. Il enseigne la musique andalouse aux jeunes de l'Institut de musique d'Alger.

Au cours des années 1980, il donne de nombreux concerts avec ses élèves sous le titre «Automne de la musique algérienne».

En 1989, il est élu président de l'association de protection, sauvegarde et promotion de la musique classique algérienne, puis en 2006, président de la Fédération nationale des associations de musique classique algérienne.

En 1992, Sid Ahmed Serri devient le premier artiste algérien à recevoir l'Ordre national du mérite. Durant les années 1990, il s'investit intensément dans l'enregistrement du patrimoine andalou, aboutissant en 2000 à la sortie des premiers enregistrements en CD sous le genre «Aroubi», ainsi qu'à une série de Noubet regroupées dans 45 CD.

En tant que «référence sûre» de la musique andalouse, de nombreux artistes renommés ont reçu leurs premiers enseignements et perfectionné leur art dans les classes du Cheikh Sid Ahmed Serri.

Dans son ouvrage paru en 1997, le maître Serri a rassemblé toutes les poésies des Noubet de la musique andalouse dans sa variante algéroise Sanaa, un livre-référence réédité en 2002 et 2006.

Youcef Ouznadji, président de l'association «Menzah Anadil El Djazair», souligne la singularité de l'homme, créditant Sid Ahmed Serri du «mérite d'avoir élevé la musique Senaa au rang académique». Sid Ahmed Serri a été président d'honneur de l'association de 2000 jusqu'à sa disparition le 15 novembre 2015. **M. D.**

CHAMBRE D'ARTISANAT ET DES MÉTIERS DE BOUIRA

Formation au profit des formateurs agréés par le BIT

LA VILLE de Bouira abrite depuis avant-hier un séminaire de formation au profit de 22 formateurs agréés par le bureau international du travail (BIT) venus d'une quinzaine de wilayas du centre du pays et du grand sud. A l'issus de cette formation, ces derniers pourront former et accompagner les artisans, les porteurs de projets et les femmes au foyer dans leurs wilayas respectives

«La formation a débuté hier, mardi, avec la participation de 22 formateurs agréés par le BIT et en présence du directeur général de l'artisanat au ministère du Tourisme et de l'Artisanat M. Kamel Eddine Bouam», a expliqué le directeur de la chambre d'artisanat et des métiers (CAM), Nouasria Nacer.

Le directeur de la CAM de Bouira a précisé en outre que l'objectif de cette rencontre est d'œuvrer pour la consolidation des connaissances techniques de ces formateurs».

Les participants à la formation qui se déroule au siège des galeries de la ville, sont venus des wilayas de Bouira, Blida, Béjaïa, Tiapaza, Bordj Bou Arréridj, Tamanrasset, Tizi Ouzou, Tindouf, Djelfa, M'Sila, Alger, Médéa et Boumerdès ainsi que de Ghardaia, selon les détails fournis par le même responsable.

«Deux maîtres formateurs assurent cette formation qui se poursuivra jusqu'à jeudi. Il s'agit d'une formation ayant pour but aussi d'encourager les formateurs agréés à consentir des efforts supplémentaires afin de parvenir à concrétiser les objectifs du secteur de l'artisanat traditionnel», a souligné M. Nouassria.



Cette formation lancée selon la méthode «gérez mieux votre entreprise» (GERME), va permettre aux participants des différentes wilayas de se rencontrer pour échanger des expériences et des connaissances liées à la formation des artisans. Elle porte sur plusieurs volets relatifs notamment à la comptabilité, le marketing, ainsi que la gestion des charges.

Une fois la formation clôturée, ces formateurs agréés par le BIT pourront former et accompagner les artisans, les porteurs de projets et les femmes au foyer dans leurs wilayas respectives de façon à leur apprendre à maîtriser la gestion de leurs petites entreprises d'artisanat, «car les connaissances techniques ne suffisent pas pour pérenniser l'activité», a estimé M Nouassria.

«L'Algérie compte plus de 450.000 artisans qui ont besoin d'encadrement et d'accompagnement économique afin de mieux gérer leurs activités et entreprises d'artisanat», a-t-il conclu.

R. C.

ENCYCLOPÉDIE HISTORIQUE DE LA LANGUE ARABE

La contribution «très précieuse» de l'Algérie

LE SECRÉTAIRE général de l'Académie de langue arabe de Sharjah, M'hamed Safi Al Mostaghanemi, a qualifié de «très précieuse» la contribution de l'Algérie à la réalisation et à l'enrichissement du projet d'encyclopédie historique de la langue arabe. Al Mostaghanemi a salué, dans une déclaration faite en marge de la Foire du livre de Sharjah, le rôle du Conseil supérieur algérien de la langue arabe (CSLA), dans l'enrichissement et la réalisation de ce projet, soulignant «qu'il a été parmi les premiers à participer avec nous au lancement de ce projet, à travers l'installation de 8 commissions activant sous sa supervision». Saluant le travail de ces commissions, Al Mostaghanemi a ajouté que ce projet «a mobilisé un nombre important de chercheurs et de linguistes des différents coins du monde (...) dont l'équipe algérienne qui travaille en parfaite synergie avec l'Académie de Sharjah chargée de la réalisation du projet». Il a cité, en outre, un accord de coopération entre l'Académie de langue arabe de Sharjah et le CSLA, en vertu duquel plusieurs titres ont été publiés, rappelant la tenue de plusieurs rencontres, conférences et sessions de formation, à travers plusieurs villes algériennes. L'intervenant a souligné, par ailleurs, que l'institution qu'il dirige «entend engager une nouvelle coopération» avec son homologue algérienne, précisant que «les deux parties ayant convenu de signer un mémorandum de coopération pour lancer leurs nouveaux projets scientifiques».

R. C.

AVANT ALGÉRIE-SOMALIE :

Ryad Mahrez : «A nous de bien commencer cette campagne»

Le capitaine de l'équipe nationale de football Riyad Mahrez, a déclaré mercredi que les « Verts» sont motivés pour bien entamer les qualifications de la Coupe du monde 2026, avec au menu les deux premiers matchs : aujourd'hui face à la Somalie au stade Nelson-Mandela de Baraki (17h00) et dimanche devant le Mozambique à Maputo (14h00).

«A nous de bien commencer cette campagne pour nous mettre dans une position confortable, d'autant que les qualifications ont changé avec un groupe de six, si tu es premier de ton groupe, tu es directement qualifié pour le Mondial, il n'y a plus de barrages. Il faut être le plus fort de son groupe, c'est ce qu'on va essayer de faire», a indiqué Mahrez lors d'une conférence de presse tenue au stade Nelson-Mandela de Baraki. Vingt mois après avoir échoué à se qualifier au dernier Mondial 2022 au Qatar, en s'inclinant face au Cameroun en barrages retour le 29 mars 2022 au stade de Blida (1-2, a.p), la sélection nationale espère démarrer sur de bonnes bases. Mahrez refuse de parler de revanche sportive. «Ce n'est pas forcément une revanche sportive. Tout le monde sait que notre élimination du dernier Mondial nous a fait mal, on méritait d'y être, mais je ne vais pas revenir sur ce qui s'est passé et la physionomie du match. Ce n'est jamais facile de jouer en Afrique, que ce soit la Somalie ou le Sénégal, il faut toujours prendre les matchs de la même manière», a-t-il ajouté.



Sur un plan personnel, le sociétaire d'Al-Ahly Djeddah (Div.1 saoudienne) piaffait d'impatience pour se qualifier en Coupe du monde pour la deuxième fois de sa carrière. « J'ai eu la chance de faire une Coupe du Monde où je n'ai pas beaucoup joué. Ça me tient à cœur de réaliser une bonne campagne qualificative avec cette nouvelle génération, de finir premier et participer au prochain Mondial. Nous sommes motivés, il s'agit d'un nouveau challenge, on fera tout pour y arriver». Interrogé sur la prochaine Coupe d'Afrique des nations CAN-2023 (reportée à 2024) en Côte d'Ivoire (13 janvier-11 février), Mahrez a affirmé qu'il va aborder le tournoi continental en «très bonne forme». « J'ai moins de matchs cette année, pas de Boxing Day, c'est une bonne chose, je pense que j'arriverai en très bonne forme à la CAN avec un climat que je connais, on sera prêt pour cette CAN». Enfin, le meilleur joueur de Premier League anglaise avec Leicester City en 2016, a tenu à lancer un message à la nouvelle génération de joueurs qui vient de rejoindre la sélection. « Ils savent très bien où ils sont arrivés, de ce que c'est de jouer pour le pays et l'équipe nationale, il faut juste travailler et écouter les conseils et donner le maximum pour le pays», a-t-il conclu. Outre l'Algérie, la Somalie et le Mozambique, le groupe G comprend également la Guinée, l'Ouganda et le Botswana. Le premier à l'issue des dix journées se qualifiera directement pour le Mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, Mexique et Canada.

LIGUE 1 MOBILIS (6E JOURNÉE VENDREDI, SAMEDI, ET DIMANCHE) :

Le MCA pour conforter sa place de leader, CRB-JSK à l'affiche

LE MC ALGER, leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, recevra la JS Saoura avec la ferme intention de conforter sa position en tête, alors que le quadruple champion d'Algérie en titre affrontera à domicile la JS Kabylie dans une affiche indécise, à l'occasion de la 6e journée prévue vendredi, samedi, et dimanche. Auréolé de sa victoire ramenée de Chlef (1-0), le MCA (1e, 12 pts) aura une belle occasion de préserver la dynamique, face à une équipe de la JSS (6e, 8 pts), qui reste sur deux matchs sans victoire. Le «Doyen» retrouvera pour l'occasion son jardin fétiche du 5-juillet et son large public attendu pour cette rencontre. Après plusieurs mois de fermeture pour travaux et remise à niveau, l'enceinte olympique a retrouvé son âme vendredi dernier à l'occasion du derby USMA-CRB (2-1). Sous la houlette de l'entraîneur Abdelkader Amrani, le CS Constantine (3e, 9 pts), qui reste sur un succès chez l'autre promu l'US Souf (4-3), partira largement favori à la maison face au NC Magra (7e, 7 pts), qui traverse une belle période (2 victoires et un nul, NDLR). Si la formation constantinoise bénéficiera de la faveur des pronostics, il n'en demeure pas moins que le «Nedjm» effectuera le déplacement pour frapper un coup dans ce derby de l'Est.



LE MCO ET L'ESBA À LA RECHERCHE DE LEUR PREMIÈRE VICTOIRE

Le Paradou AC, battu mardi pour la première fois depuis le début de l'exercice à la maison face au CRB (0-1), tentera de relever la tête en défiant le nouveau promu et lanterne rouge l'ES Ben Aknoun (16e, 1 point) au stade de Dar El-Beïda. Avec un seul point au compteur, l'ESBA, plus mauvaise défense (11 buts encaissés), peine à amorcer son apprentissage parmi l'élite, même si les coéquipiers du gardien Mohamed Lamine Zemmamouche auront à cœur de piéger le PAC, en proie au doute. Ayant retrouvé le sourire mardi en battant le PAC (1-0), quelques jours après son revers subi face à l'USMA, le CRB (3e, 9 pts) recevra la JS Kabylie (7e, 7 pts), un adversaire qui réussit souvent (ou presque) au club phare de Laâquiba. Si le nouveau coach du CRB le Brésilien Marcos Paqueta a gagné son premier match depuis son arrivée, son homologue de la JSK le Portugais Rui Almeida abordera ce rendez-vous avec l'intention de signer son premier succès avec les «Canaris». Le MCE El-Bayadh (7e, 7 pts), qui commence à retrouver ses repères lors des deux derniers matchs (victoire 1-0 face à l'ASO et 0-0 à Béchar, NDLR), accueillera le promu l'US Souf (14e, 4 pts), qui reste sur deux défaites de suite. En compagnie de l'ESBA, le MC Oran (15e, 3 pts), n'a toujours pas gagné le moindre match, d'où l'urgence de sortir la tête de l'eau à l'occasion de la réception de l'USM Khenchela (3e, 9 pts), dont le contrat de l'entraîneur tunisien Mourad El-Okbi a été résilié à l'amiable cette semaine. L'ASO Chlef (7e, 7 pts), battue à la maison lors de la précédente journée par le MCA, enchaînera par un second match à domicile, en accueillant l'ES Sétif (3e, 9 pts). Enfin, du côté de la capitale des «Zibans», l'US Biskra (11e, 6 pts), vainqueur en déplacement le week-end dernier à Khenchela (1-0), abordera la réception de l'USM Alger (12e, 6), sous le signe de la confirmation et du coup se rapprocher du podium, tandis que son adversaire tentera de revenir avec un résultat positif pour oublier la contre-performances de mardi soir face à l'ESS (2-1) en match de mise à jour. Après avoir instauré le huis clos lors de la 5e journée en solidarité avec le peuple palestinien, la Ligue de football professionnel (LFP) a annoncé samedi le retour du public à l'occasion de cette 6e journée.

RÉSULTATS MISE À JOUR (JOUÉS MARDI) :

Paradou AC – CR Belouizdad	0-1
ES Sétif – USM Alger	2-1

Programme (6e journée)

■Vendredi

CS Constantine 15:30 NC Magra
MC El Bayadh 15:30 US Souf
MC Oran 16:45 USM Khenchela
MCA 18:00 JS Saoura

■Samedi 18 novembre 2023

Ben Aknoun 15:00 Paradou AC
ASO Chlef 17:00 ES Sétif
US Biskra 18:00 USM Alger

■Dimanche 19 novembre 2023

CR Belouizdad 19:00 JS Kabylie

JO 2024 :

Trois Judokas algériens en stage à Tokyo

LES JUDOKAS algériens, Dris Messaoud (-73 kg), Belkadi Amina (-63 kg) et Yasser Bouamar (-100 kg) se trouvent dans la capitale japonaise Tokyo pour un stage en commun d'un mois et demi avec la sélection japonaise, en prévision du Grand Slam de Tokyo (2-3 décembre) ainsi que les prochaines échéances internationales dont les Jeux olympiques 2024 de Paris, a-t-on appris mardi auprès de la Fédération algérienne de judo (FAJ). Considéré comme l'un des grands tournois du circuit mondial du judo, le Grand Slam de Tokyo constitue une étape importante pour les trois judokas algériens qui aspirent à récolter le maximum de points en vue d'une qualification aux JO 2024 de Paris. Avec 2134 points, Dris Messaoud occupe le 17e rang du classement de sa catégorie (-73 kg), sachant que les 18 premiers sont directement qualifiés aux JO-2024. De son côté, Amina Belkadi (-63 kg) médaillée de bronze lors du Grand Prix de Perth en Australie (10 au 11 novembre), s'est hissée à la 21e et dernière place qualificative du classement de sa catégorie avec 1788 points. Le troisième judoka algérien concerné par la course à la qualification olympique dans la catégorie (-100 kg), Yasser Bouamar occupe la 40e place avec 866 pts, lui permettant de faire partie du quota de qualification continental.

1ÈRE JOURNÉE DES QUALIFICATIONS DU MONDIAL2026 (AUJOURD'HUI, 17H00, MANDELA-BARAKI STADIUM)

Algérie- Somalie : Gagner et se projeter sur le Mozambique

«C'est très important de démarrer avec de bons résultats», dixit Belmadi qui annonce ainsi la couleur concernant le sérieux avec lequel lui et ses troupes comptent inaugurer un nouveau cycle devant les mener au Mondial Co-organisé par la triplette USA- Canada- Mexique en passant par le plus proche des défis sur leur route à savoir la CAN 2023 (reportée à 2024) suivie de l'édition marocaine en 2025.

Par Azouaou Aghiles



La grande aventure commence aujourd'hui avec une sortie à priori plus qu'abordable contre une modeste sélection de Somalie à 17H00 au stade Nelson Mandela de Baraki. Long sera le chemin à parcourir. Entre deux phases finales de CAN (celle janvier- février prochains en Côte d'Ivoire et en 2025 au Maroc), il faudra compter avec 10 matchs sur un peu plus de deux années pour le compte des éliminatoires de la Coupe du monde 2026. Pour dire que les écueils et les pièges seront nombreux. Qu'il faudra, pour Belmadi, ménager sa monture pour espérer tenir le rang de favori que les observateurs accordent, pas à tort bien sûr, aux Verts. La Somalie pour un tour de chauffe (la prudence ne sera pas de trop, sait-on jamais) devant leur public pour commencer avant un long déplacement au Mozambique juste après la douche et moins de trois jours seulement (Belmadi avait bien raison de tirer sur l'ancienne équipe de la Faf qui s'est plantée sur le sujet) pour la récupération, contre des « Mambas » qui, s'ils pointent à la 113e place au classement de la Fifa, ne manquent pas d'arguments. A prendre au sérieux comme ce onze somalien qui n'est « pas un cador africain ». Et ce n'est pas pour rien que le driver national a prévenu, lors de sa récente conférence de presse, ses joueurs que le champion d'Afrique en titre, le Sénégal, avait souffert récemment pour l'emporter, sur la plus petite des marges (0-1) sur un terrain sur lequel ses joueurs, portés sur le jeu technique, ont éprouvé les pires difficultés pour s'exprimer avant de l'emporter petitement. Avant de rejoindre Maputo, et c'est l'idée forte qu'on retient d'un Belmadi enfin (?) apaisé, il faudra, dira-t-il, « se montrer constants et ne pas faire d'erreurs » quand bien même les « Ocean stars » de Somalie (196e Fifa) ne sont pas des foudres de guerre, lui qui voit plus loin que ce mois de novembre qui pourrait tourner à une autre revue d'effectifs au sein même des « 23 ». Avec un « turn-over » pour une meilleure gestion du groupe. S'en servir donc au cours de cette « fenêtre » (lire le match de ce soir et celui de dimanche) pour faire tourner son équipe et « répartir les temps de jeu » en prévision d'un hiver qui s'annonce . . . chaud du côté de Bouaké en évitant bien sûr de « laisser des plumes ». Question d'objectifs, Belmadi, encore une fois, suggérant qu'il veut « voyager loin » à moindre frais, d'autant que la décision de la Caf (qui n'a pas plu à tout le monde, Cissé, le coach des Lions de La Teranga, en tête) de limiter la liste des partants pour la Côte d'Ivoire à vingt-trois seulement au lieu des 26 précédemment, ce qui rétrécit la marge de manœuvres des entraîneurs, a pris de court tout le monde. Conséquence, et comme il l'affirmera dimanche à Sidi Moussa, l'équipe qui sera alignée ce soir à Baraki ne devrait pas ressembler beaucoup à celle qui commencera la partie à Maputo avec énormément de changements à tous les postes même si, dans la tête du coach, celui de la Somalie est important à ses yeux. Même les « Oceans Stars » ne sont pas de la même trempe que les « Mambas. » Sans, insiste-t-il, prendre trop de risques. Se concentrer sur le second match (Mozambique) oui, sans négliger le premier qui comptera pour l'aspect mental, une victoire ajoutant à la confiance de ses hommes prévenus, pour leur part, que la concurrence sera rude. Que chacun, avant la prochaine CAN, sera jugé sur ses seules performances lors de ces deux sorties. Belmadi, c'est sûr, et il l'a montré, ne nourrit pas tellement d'appréhensions avant ces deux sorties mais s'attelle, comme il dit, d'arriver (il dit qu'il y est presque) à l'approche du tournoi continental, à l'effectif (on cite) qu'il « estime être le meilleur du moment. » Le reste ne serait, ne devrait être, qu'une question de gestion du groupe. C'est l'idée phare d'un staff technique qui sait ce qu'il veut et où il veut aller.

A.A

ZONE MIXTE (*) :

Les joueurs à l'unanimité : « Nous sommes prêts !»

DÉCLARATIONS de joueurs de l'équipe nationale de football, recueillies par l'APS lors d'une zone mixte organisée mardi, au Centre technique national (CTN) de Sidi Moussa, à l'avant-veille de la réception de la Somalie, ce soir au stade Nelson-Mandela de Baraki (17h00), et dimanche en déplacement face au Mozambique (14h00), pour le compte des deux premières journées (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde 2026 :



ADAM OUNAS (MILIEU OFFENSIF/ LILLE OSC - FRANCE): «GAGNER ET DONNER DE LA JOIE À NOTRE PUBLIC »

«Tout d'abord, je suis très heureux de mon retour en équipe nationale. On va se donner les moyens pour se qualifier à la Coupe du monde 2026. Pour la plupart des joueurs, ce serait la première Coupe du monde, j'espère en faire une au moins dans ma carrière. Concernant la liste de la prochaine CAN-2023 (reportée à 2024), on n'en est pas encore là, il y a deux matchs qui arrivent, après il faut se donner le maximum en club pour pouvoir figurer sur la liste de la CAN-2023 au mois de décembre InChallah. Les supporters sont toujours derrière nous, on va tout donner pour leur procurer de la joie».

FARÉS CHAÏBI (MILIEU OFFENSIF/ EINTRACHT FRANCFORT - ALLEMAGNE) : « ON IRA LOIN INCHALLAH »

«C'est le début de qualifications qui sont très importantes pour l'Algérie, surtout après avoir raté sa qualification à la dernière édition 2022. Ce sera un mini-championnat, il y aura dix matchs à jouer, ce sera long, nous allons gérer match par match, essayer de gagner et se mettre à l'abri le plus rapidement possible. Concernant le rapprochement de ces deux premiers matchs, nous sommes des joueurs professionnels, on est obligé de s'adapter, on fera comme d'habitude.

La dernière CAN était une déception, pour le prochain tournoi continental, on ira en Côte d'Ivoire pour gagner le trophée, mais on ne va pas se mettre une pression particulière. Si on arrive à jouer notre jeu, on ira loin InChallah. Sur un plan personnel, je m'adapte à tous les postes, je joue là où le coach me demande de jouer. Je suis quelqu'un qui ne triche jamais, je donne le maximum pour montrer le meilleur de moi-même. En tant qu'équipe, on fera tout pour rendre heureux notre public, l'objectif est de faire le plein à l'occasion de ces deux matchs pour bien entamer ces qualifications».

(*) : Les intertitres sont de la rédaction.

BELMADI, EN CONFÉRENCE D'AVANT-MATCH

«L'idéal est de marquer tôt»

LE SÉLECTIONNEUR de l'équipe nationale de football Djamel Belmadi, a relevé mercredi l'importance de «marquer tôt» lors de la réception de la Somalie, jeudi au stade Nelson-Mandela de Baraki (17h00), pour le compte de la 1re journée (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde 2026. «Ce serait l'idéal de marquer tôt dans ce match. L'idée est d'attaquer et mettre de la pression, si on arrive à réaliser cela tôt c'est une bonne chose dans la gestion du second du rendez-vous au Mozambique», a indiqué Belmadi lors d'une conférence de presse d'avant match tenue au stade Nelson-Mandela de Baraki. «Le premier match est important, nous devons respecter n'importe quelle équipe, le respect passe par une bonne préparation des matchs. On va mettre tout en place pour bien jouer face à la Somalie avant de penser au second match au Mozambique. Il faut être très clair sur comment aborder cette rencontre, tout en prenant en considération la longue durée du vol pour Maputo et ce match face au Mozambique qui vient juste après», a-t-il ajouté. Contraint de bien gérer son effectif en raison du temps court entre ces deux premiers matchs des qualifications, le coach national table sur l'alignement de «deux équipes cohérentes.» «On va présenter deux équipes cohérentes pour prendre le maximum de points, d'abord avec ce match face à la Somalie après le match face au Mozambique. Il ne faudra se tromper d'objectif et démarrer de la mauvaise des manières, on va respecter cette équipe somalienne en termes d'étude de l'adversaire, mais il est difficile d'avoir les images qu'il faut et le contenu de leurs matchs. C'est la meilleure manière de les respecter.» Et d'enchaîner : « Il va de soi, on va jouer à domicile, mais, sans faire offense, pas contre la meilleure équipe d'Afrique, il va falloir imposer notre jeu et le rythme qu'on veut mettre. On doit gagner et penser, dans un moment du match, au second temps au deuxième match face au Mozambique. Si on va rendre ce match facile c'est par notre investissement, notre concentration, et préparation.» Belmadi a évoqué l'état de santé de l'attaquant Mohamed Amine Amoura (Union Saint-Gilloise/Belgique), touché à l'épaule, mais sans pour autant affirmer s'il sera aligné jeudi ou non face aux Somaliens. «On sait qu'il a eu ce problème à l'épaule, je ne l'aurais pas convoqué s'il n'était pas apte à jouer, on va gérer ça. La santé du joueur passe avant tout. Il fait des soins, il s'entraîne, il laisse entrevoir des choses positives, l'objectif est de ne pas le mettre en danger d'autant qu'il se trouve dans une bonne dynamique.» Par ailleurs, Belmadi a estimé que le capitaine de la sélection Riyad Mahrez méritait de remporter le Ballon d'or africain, au vu de ses performances réalisées la saison dernière avec Manchester City, avant de le quitter durant l'intersaison pour rejoindre le club saoudien d'Al-Ahly. «Mahrez mérite le ballon d'or africain. On doit soutenir nos joueurs surtout quand ils font des résultats, le triplé avec City ce n'est pas facile. Il n'y a pas souvent des joueurs africains qui gagnent la C1, je ne sais pas comment ils font leur choix mais pour moi c'est Riyad «, a-t-il conclu. Outre l'Algérie, la Somalie et le Mozambique, le groupe G comprend également la Guinée, l'Ouganda et le Botswana. Le premier à l'issue des dix journées se qualifiera directement pour le Mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, Mexique et Canada.

La plateforme d'échange crypto Poloniex *victime d'un hack à plus de 100 millions de dollars*



Sécurité : Le patron de la plateforme a reconnu le vol... et proposé aussitôt au hacker une prime de 5 % contre la restitution des fonds.

La plateforme d'échange de cryptomonnaies Poloniex vient de rejoindre la longue liste des sites du même genre piratés. Justin Sun, le fondateur de la plateforme de finance décentralisée Tron, qui détient également Poloniex, a confirmé le piratage sur X (anciennement Twitter).
Selon des décomptes en ligne, Poloniex, l'un des plus anciens échangeurs de cryptomonnaies, aurait perdu l'équivalent de 130 millions ou 116 millions de dollars dans l'affaire. « Nous enquêtons sur l'incident », assure Justin Sun dans un tweet daté du 10 novembre.

« Situation financière saine »

Et d'assurer que la plateforme d'échange conserve « une situation financière saine » et qu'elle « remboursera intégralement » les fonds qui auraient été volés. Dans un autre tweet, le dirigeant affirme que les actifs associés aux adresses du pirate ont pu être gelés. « A l'heure actuelle, les pertes se situent dans des limites gérables », indique-t-il.
Le montant indiqué ferait de cette attaque l'un des plus importants piratages de cryptoactifs de l'année, derrière celui de Mixin Network, en septembre, qui a connu une perte d'environ 200 millions de dollars après avoir été victime d'une attaque dirigée contre son fournisseur de cloud.
Un genre d'attaque dont sont généralement suspectés les hackers nord-coréens du Lazarus Group. Ces derniers sont responsables selon le FBI du vol de l'équivalent de plus de 200 millions de dollars en 2023.

Bug bounty sauvage

L'attaque qui avait visé le protocole Euler Finance en mars 2023 s'était soldée initialement par un préjudice similaire. Le hacker à l'origine du vol avait toutefois restitué 90 % des fonds volés, après avoir négocié un accord avec les développeurs. Sur X, il avait expliqué quelques mois plus tard avoir identifié la faille après avoir trouvé... une première vulnérabilité, qui lui avait rapporté 50 000 dollars.
En voulant corriger celle-ci, les développeurs ont alors introduit une nouvelle faille. Dont il a profité cette fois-ci sans vergogne. Une issue sans éthique visiblement espérée par Poloniex. Justin Sun a offert une prime de 5 % au hacker et un délai de réflexion de sept jours avant d'engager des poursuites judiciaires.

StripedFly : ce malware n'était pas le simple mineur de crypto-monnaie qu'il prétendait être

SÉCURITÉ : Au contraire, StripedFly avait les capacités d'un logiciel espion haut de gamme, vraisemblablement venu de l'arsenal de la NSA américaine, pour Kaspersky.
Mieux vaut tard que jamais. Les chercheurs de l'éditeur russe Kaspersky viennent d'annoncer avoir découvert un malware très sophistiqué, StripedFly, qui aurait fait plus d'un million de victimes en cinq ans.
Le programme avait initialement été classé comme un simple mineur de crypto-monnaie comme il en existe tant.
Il s'agissait pourtant en fait, expliquent les experts de Kaspersky, d'un malware aux capacités bien plus vastes, avec plusieurs modules malveillants allant du minage de Monero à l'espionnage discret des victimes. StripedFly pouvait ainsi dérober des données sensibles telles que des identifiants de connexion, faire des captures d'écran sur l'appareil de la victime sans être détecté ou encore enregistrer avec le micro.

ChatGPT change de look pour sa plus grande mise à jour

Technologie : OpenAI a publié la plus grande mise à jour du chatbot alimenté par l'IA depuis sa sortie. Et ce sont les abonnés de ChatGPT Plus qui vont le plus en profiter. Depuis son lancement il y a près d'un an, ChatGPT n'a pas beaucoup changé... jusqu'à aujourd'hui. En effet, le chabot boosté à l'intelligence artificielle d'OpenAI vient de recevoir sa plus grande mise à jour, juste après la première conférence des développeurs de l'entreprise, OpenAI Dev Day, qui s'est tenue la semaine dernière. Parmi les nouveautés, les abonnés à ChatGPT Plus ont désormais la possibilité de créer leurs propres chatbots GPT. Et pour tout le monde, un design remodelé et de nouvelles fonctionnalités.

GPT-4 tout-en-un

C'est pour les abonnés à ChatGPT Plus que les changements sont les plus conséquents. Notamment, OpenAI a finalement combiné la plupart des fonctionnalités supplémentaires conférées par GPT-4 dans son modèle le plus puissant.
Auparavant, il fallait sélectionner chacune d'entre elles dans une liste déroulante. Par exemple, si vous sélectionniez Browse with Bing, vous pouviez poser des questions à GPT-4 pour que le chatbot réponde en utilisant des données provenant d'internet. Mais vous ne pouviez pas en même temps lui demander de créer une image avec DALL-E 3.



Désormais, lorsque vous sélectionnez GPT-4, vous avez accès à l'analyse avancée des données et à la génération d'images par DALL-E 3 tout en étant connecté à internet. Le tout combiné aux capacités de GPT-4.
ChatGPT Plus coûte 20 dollars par mois. L'abonnement donne accès à des fonctionnalités supplémentaires pour ChatGPT, notamment la navigation sur le web, DALL-E 3, l'analyse avancée des données, la possibilité d'ajouter des plug-in et un accès garanti, même pendant les périodes de fort trafic.

GPT-4 Turbo à venir

Néanmoins, l'utilisation de plug-in est toujours distincte des capacités de GPT-4. En effet, la diversité des plug-in explique que ceux-ci peuvent entrer en conflit avec les capacités nouvellement intégrées de GPT-4.
En ce qui concerne l'accès à la version Turbo de GPT-4, OpenAI n'a pas encore publié les modèles améliorés pour une utilisation générale. La version Turbo de GPT-4 permettra à ChatGPT d'accéder aux données internet jusqu'à avril 2023 et de disposer d'une fenêtre contextuelle de 128 Ko. Il sera ainsi capable de traiter plus de 300 pages de texte en un seule prompt.
« GPT-4 Turbo est disponible pour tous les développeurs payants qui peuvent l'essayer en passant gpt-4-1106-preview dans l'API. Nous prévoyons de publier la version stable dans les semaines à venir », a annoncé OpenAI.

L'IA va-t-elle aider ou nuire aux professionnels ? c'est compliqué



VOUS AVEZ peur de perdre votre emploi à cause de l'IA ? Respirez profondément. Et calmez vous. La plupart des employeurs et des chefs d'entreprise considèrent que l'IA augmente les compétences bien plus qu'elle ne les remplace. Mais bien sûr, des aménagements sont nécessaires.
Lorsque ChatGPT a fait irruption sur la scène technologique, il y a près d'un an, l'IA générative est passée du stade de la curiosité à celui de l'adoption à grande échelle. Et de nombreux employeurs et employés ont immédiatement adopté ces outils. Aujourd'hui, alors que l'IA générative commence à glisser du pic des fameuses attentes exagérées dy Hype Cycle du Gartner au non moins célèbre fossé de la désillusion, quels sont les changements réels que nous observons au niveau de l'emploi ?
Par exemple, IBM et BT Group ont récemment cité l'IA lorsqu'ils ont annoncé des suppressions d'emplois. C'est aussi le cas en France avec Onclusive.
Selon le cabinet RH Challenger, Gray & Christmas, auc Etats-Unis, près de 4 000 emplois ont été perdus à cause de l'IA en mai 2023. Cette tendance, bien que modeste - il s'agit de seulement 5 % des disparitions d'emplois pour la période - ne fera cependant que s'accentuer.

Retex accablant de l'incident Cloudflare : *mais que s'est-il réellement passé ?*



Technologie : Si l'on considère les catastrophes informatiques au sens large, le blocage de service subi par Cloudflare et ses clients il y a deux semaines n'était pas si grave. Après tout, les principaux services CDN ont continué à fonctionner. Mais la panne a quand même duré fort longtemps...

Le 2 novembre 2023, les interfaces client de Cloudflare, y compris leur site web et leurs API, ainsi que les journaux de log, et leurs outils d'analyse, ont cessé de fonctionner correctement. C'était évidemment un vrai problème.

Plus de 7,5 millions de sites web utilisent Cloudflare, et 3 280 des 10 000 sites web les plus populaires au monde dépendent de ses services de réseau de diffusion de contenu (CDN - Content Delivery Network). La bonne nouvelle, c'est que le CDN n'est pas tombé en panne. La mauvaise nouvelle, c'est que Cloudflare Dashboard et ses interfaces de programmation d'applications (API) ont été indisponibles pendant près de deux jours.

Ce genre de chose n'arrive pas - ou en tout cas ne devrait pas arriver - aux grandes sociétés de services internet. La question à plusieurs millions de d'euros est donc la suivante : "Que s'est-il passé ?"

Un incident électrique survenu dans un des trois principaux centres de données de l'entreprise

Selon Matthew Prince, PDG de Cloudflare, la réponse est un incident électrique survenu dans un des trois principaux centres de données de l'entreprise dans l'Oregon (Etats-Unis), qui sont gérés par Flexential, et qui s'est traduit par une succession de problèmes en cascade. Trente-six heures plus tard, les services de Cloudflare étaient enfin de retour à la normale.

Prince n'y a pas été par quatre chemins pour expliquer le problème :

Pour commencer, cela n'aurait jamais dû se produire. Nous pensions avoir mis en place des systèmes de haute disponibilité qui auraient dû empêcher une telle panne, même lorsque l'un de nos principaux fournisseurs de centres de données a connu une défaillance catastrophique.

Bien que de nombreux systèmes soient restés en ligne comme prévu, certains systèmes critiques présentaient des dépendances non évidentes qui les ont rendus indisponibles. Je suis désolé et embarrassé pour cet incident et la difficulté qu'il a causé à nos clients et à notre équipe.

Il a raison. Cet incident n'aurait jamais dû se produire. Le plan de contrôle et les systèmes d'analyse de Cloudflare fonctionnent sur des serveurs situés dans trois centres de données autour de Hillsboro, dans l'Oregon. Mais ils sont tous indépendants les uns des autres. Chacun dispose de plusieurs alimentations électriques et de plusieurs connexions Internet redondantes et indépendantes.

Malheur ! Flexential a mis en marche ses générateurs pour compléter l'alimentation

Les trois centres de données sont assez éloignés les uns des autres pour qu'une catastrophe naturelle ne les fasse pas tous tomber en panne en même temps. En même temps, ils sont suffisamment proches pour pouvoir exploiter des grappes de données actives et redondantes. Ainsi, de par leur conception, si l'une des installations tombe en panne, les autres devraient reprendre la charge et continuer à fonctionner.

Cela semble très bien, n'est-ce pas ? Mais ce n'est pas ce qui s'est passé.

Ce qui s'est passé en premier lieu, c'est qu'une panne d'électricité dans les installations de Flexential a provoqué une interruption de service inattendue. La compagnie d'électricité Portland General Electric (PGE) a été contraint de couper l'une des alimentations électriques indépendantes du bâtiment. Mais le centre de données dispose de plusieurs sources d'alimentation avec un certain niveau d'indépendance qui alimentent l'installation.

Mais Flexential a mis en marche ses générateurs pour compléter l'alimentation qui était en panne.

Pour ceux qui ne connaissent pas les meilleures pratiques des centres de données, cette approche est à proscrire. On n'utilise pas en même temps de l'énergie hors site et des générateurs. Pour ne rien arranger, Flexential n'a pas dit à Cloudflare qu'elle avait en quelque sorte opté pour une alimentation par générateur.

Un courant de 12 470 volts qui a coupé la connexion et tous les générateurs

Ensuite, il y a eu un défaut de mise à la terre sur un transformateur PGE qui alimentait le centre de données. Et quand je parle de défaut de mise à la terre, je ne parle pas d'un court-circuit, comme celui qui vous oblige à descendre au sous-sol pour réparer un fusible. Je parle d'un courant de 12 470 volts qui a coupé la connexion et tous les générateurs en moins de temps qu'il ne vous en a fallu pour lire cette phrase.

En théorie, des onduleurs auraient dû permettre aux serveurs de fonctionner pendant 10 minutes, ce qui aurait été suffisant pour remettre les générateurs en marche.

Au lieu de cela, les onduleurs ont commencé à mourir au bout de quatre minutes environ, et les générateurs n'ont de toute façon jamais pu être remis en marche à temps.

Un technicien en poste depuis une semaine comme seul personnel

Il se peut que personne n'ait été en mesure de faire face.

Mais le personnel d'astreinte de nuit sur place "se composait de la sécurité et d'un technicien non accompagné qui n'était en poste que depuis une semaine". Bref, la situation était désespérée.

Entre-temps, Cloudflare a découvert à ses dépens que certains systèmes critiques et services n'étaient pas encore intégrés dans sa configuration de haute disponibilité.

En outre, la décision de Cloudflare de ne pas intégrer les systèmes de journalisation dans le cluster à haute disponibilité, parce que les délais d'analyse seraient acceptables, s'est avérée une erreur. Pourquoi ? Parce que le personnel de Cloudflare n'a pas pu consulter les journaux de log pour comprendre ce qui n'allait pas. Et donc la panne s'est prolongée.

Et si les trois centres de données étaient "principalement" redondants, ils ne l'étaient pas complètement. Les deux autres centres de données de la région ont pris en charge le cluster à haute disponibilité et ont maintenu les services critiques en ligne.

Des bénéfices et inconvénients de la haute disponibilité

Jusqu'à présent, tout va bien. Cependant, un sous-ensemble de services censés se trouver sur le cluster à haute disponibilité dépendait de services qui s'exécutaient exclusivement sur le centre de données qui venait de mourir. Plus précisément, deux services critiques qui traitent les journaux et alimentent les analyses de Cloudflare - Kafka et ClickHouse - n'étaient disponibles que dans le centre de données hors ligne. Ainsi, lorsque les services du cluster à haute disponibilité faisaient appel à Kafka et Clickhouse, ils n'avaient aucune réponse.

Cloudflare admet avoir été "beaucoup trop laxiste et aurait du exiger que les nouveaux produits et leurs bases de données associées s'intègrent dans le cluster à haute disponibilité". En outre, beaucoup trop de ses services dépendent de la disponibilité de ses installations de base.

Le roi des systèmes distribués coincé par son système central

Beaucoup d'entreprises procèdent ainsi, mais Prince admet que cela "ne joue pas en faveur de Cloudflare. Nous sommes bons dans les systèmes distribués. Tout au long de cet incident, notre réseau mondial a continué à fonctionner comme prévu, mais beaucoup trop de systèmes tombent en panne si le cœur est indisponible.

Nous devons utiliser les produits de systèmes distribués que nous mettons à la disposition de tous nos clients pour tous nos services, afin qu'ils continuent à fonctionner presque normalement même si nos installations centrales sont perturbées".

Quelques heures plus tard, tout était enfin rétabli. Et ce ne fut pas facile. Par exemple, presque tous les disjoncteurs avaient grillé et Flexentail a dû en acheter d'autres pour les remplacer.

S'attendant à ce qu'il y ait eu plusieurs surtensions, Cloudflare a également décidé que "le seul processus sûr de reprise était de procéder à un redémarrage complet de l'ensemble de l'installation".

Cette approche a nécessité la reconstruction et le redémarrage de tous les serveurs, ce qui a pris des heures.

L'incident, qui a duré jusqu'au 4 novembre, a finalement été résolu.

Pour ce qui est de l'avenir, M. Prince a conclu :

"Nous avons les bons systèmes et les bonnes procédures pour pouvoir résister même à la série de pannes en cascade que nous avons observé chez notre fournisseur de centre de données, mais nous devons être plus rigoureux dans l'application de ces systèmes et procédures et les tester pour détecter les dépendances inconnues.

Cette question retiendra toute mon attention et celle d'une grande partie de notre équipe jusqu'à la fin de l'année. Et la difficulté de ces deux derniers jours nous rendra meilleurs".

La Ligue des champions de l'UEFA fut l'idée d'un journaliste parisien !

Le Campeonato Sudamericano de Campeones, l'ancêtre de la Copa Libertadores, a débuté en 1948 après plusieurs années de délibération et d'organisation. Le journaliste français Jacques Ferran était à Santiago, au Chili, pour couvrir cet évènement sportif pour le journal de L'Equipe. Fasciné par l'idée d'un tournoi de football continental, Ferran en a parlé, à son retour en France, au rédacteur en chef de l'Equipe Gabriel Hanot. Les deux journalistes ont alors proposé l'idée à l'UEFA, qui l'a adoptée.

La ligue des champions a vu le jour en 1955 sous le nom de Coupe des clubs champions européens. Les clubs anglais ont boycotté la compétition, ils ont refusé d'y participer, cependant, cette première édition fut un vrai succès. La finale a été organisée au Parc des Princes à Paris et c'est le Real Madrid qui a remporté le titre.

Au fil des années le Real Madrid est devenu le club de tous les records.

En effet, Le club espagnol a remporté le titre des quatre éditions qui suivent, aucune équipe n'a réalisé cet exploit faisant du Real Madrid le club qui a remporté le plus de titres successifs, les Madrilènes détiennent aussi le record du club le plus titré de l'histoire de ce tournoi avec 10 Ligues des champions suivi de l'AC Milan avec 7 titres et de Liverpool FC avec 5 victoires.

Ça sera facile pour vous à présent de deviner le club avec le plus de buts inscrits dans la compétition avec plus de 820 buts jusqu'à 2014, ou encore le club avec le plus de participations consécutives en Ligue des champions avec 18 participations, ce n'est autre que le Real Madrid.

Plus encore, la finale où il y a eu le plus de buts, qui s'est déroulée en 1960, a opposé Eintracht Francfort à qui ? Au Real Madrid. Le match s'est terminé sur le score de 7-3 en faveur des Madrilènes.

Cette saison, la Ligue des champions fête son 60eme anniversaire. 77 clubs y ont participé, il en reste 16 à ce stade de la compétition dont deux clubs français (Paris Saint-Germain et AS Monaco) qui ont réussi à se qualifier à la phase finale.

Notant que la finale de cette 60eme édition se déroulera au Stade Olympique de Berlin le 6 juin 2015.

LE SAVIEZ VOUS
J Indépendant



"Le Saint-Graal": un Américain achète un timbre pour la somme record de 2 millions de dollars



L'"Inverted Jenny", un timbre-poste rare a été vendu aux enchères pour plus de 2 millions de dollars (1,87 million d'euros) la semaine dernière. Jamais auparavant un timbre américain n'avait été vendu à une telle somme. L'acheteur, Charles Hack, un Américain de 76 ans, a déclaré au Washington Post qu'il est passionné par son histoire depuis son enfance. "C'est le Saint-Graal du monde des timbres".

"Inverted Jenny" faisait partie d'une collection de timbres destinée à célébrer le début du service régulier de courrier aérien aux États-Unis. Le timbre, représentant l'avion à impériale du même nom, a été accidentellement imprimé à l'envers en 1918. Seuls 100 timbres sont sortis des usines avant que la Poste ne s'aperçoive de l'erreur.

"Très bon état"

Le timbre original coûtait 24 cents l'unité, mais en raison de son extrême rareté, il est aujourd'hui très recherché par les philatélistes du monde entier. Charles Hack en possède déjà plusieurs exemplaires. Il a acheté le premier au début des années 2000 pour 300.000 dollars. En 2007, il en a acquis un second pour 1 million de dollars.

Le dernier en date, qu'il a acheté la semaine dernière pour 2 millions de dollars, est réapparu en 2018. Avant cela, la "copie 49" de ce timbre n'avait pas été vue depuis 1918. N'ayant pratiquement pas été exposé à la lumière, le petit rectangle rouge est en excellent état.

À 86 ans, il envoie son ADN sur la Lune pour créer un « zoo intergalactique », voici son projet fou

Un physicien américain de 86 ans va expédier une partie de lui dans l'espace. Le 24 décembre 2023, il profitera d'un vol organisé par la société spatiale Celestis pour envoyer son ADN sur la Lune. Il espère ainsi que sa génétique sera utilisée par les extraterrestres – s'ils existent – dans le futur.

C'EST UN ÉTONNANT héritage qu'il va laisser. Aux États-Unis, un physicien de 86 ans a décidé d'envoyer une partie de lui dans l'espace. Le 24 décembre 2023, Kenneth Ohm profitera de la mission spatiale de Celestis pour envoyer son ADN sur la Lune. Depuis 1997, cette entreprise américaine propose à ses clients « d'envoyer leurs cendres dans l'espace, en orbite autour de la Terre ou sur la Lune », précise le magazine Le Point. Dix-huit de ces vols spatiaux « commémoratifs » ont déjà été organisés. « Pour réaliser cette prestation, l'entreprise américaine achète un emplacement disponible dans les satellites embarqués par des fusées », explique le journal We Demain. Lire aussi : Et si vous partiez dans l'espace après votre mort ? Ces sociétés proposent des funérailles spatiales



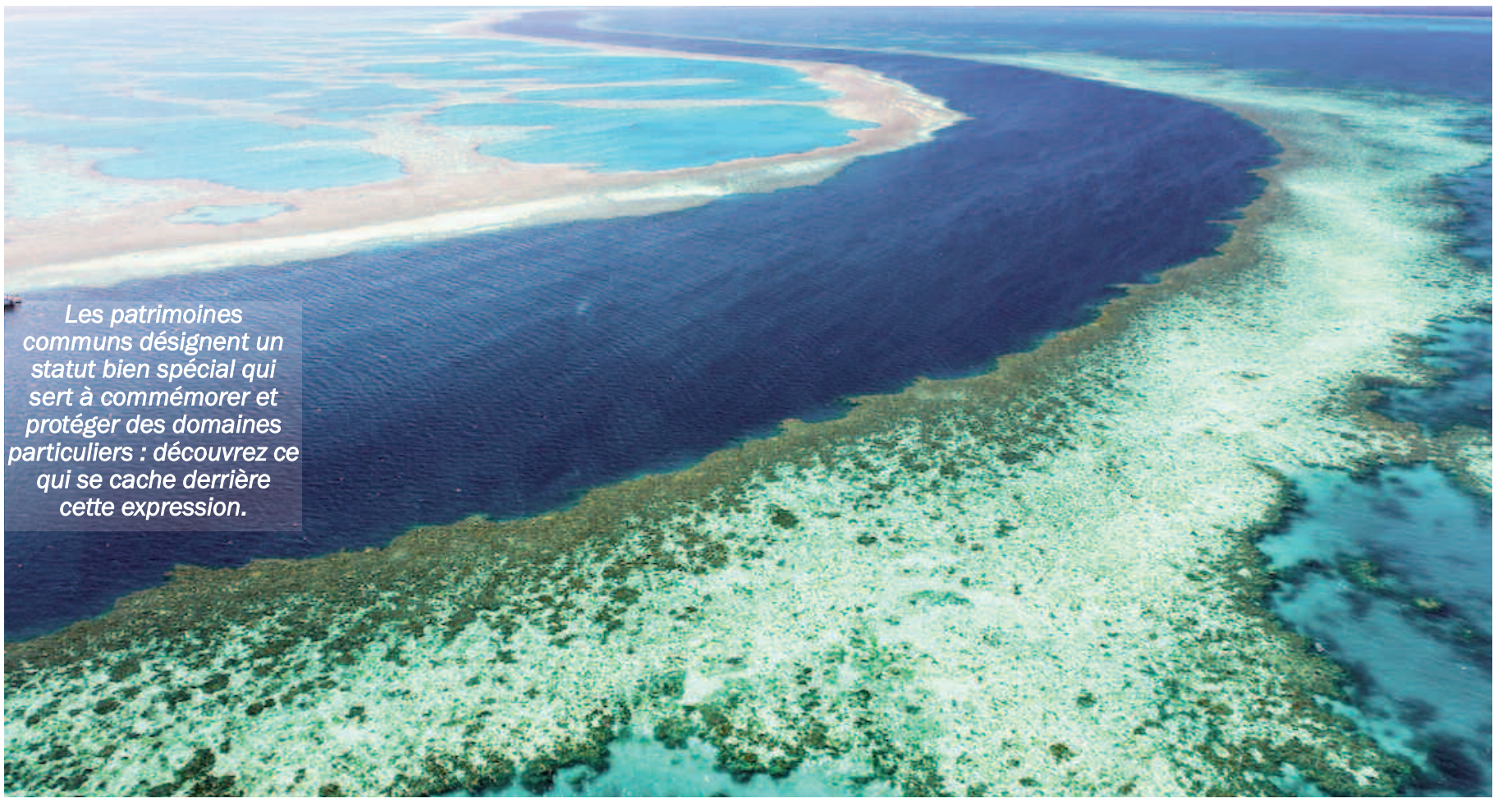
Premier alunissage américain depuis plus de cinquante ans

La veille de Noël, le vol Tranquillity transportera vers la Lune les cendres de défunts et l'ADN de Kenneth Ohm. Ce vol s'inscrit dans la mission Peregrine One de l'entreprise américaine Astrobotic. La fusée Vulcan Centaur – qui abrite ce vol – décollera depuis le pas de tir de Cap Canaveral, en Floride (États-Unis). L'atterrisseur lunaire Peregrine devrait se poser dans la partie nord-est de la Lune. « Il s'agit de l'un des premiers alunissages américains depuis la dernière mission du programme Apollo – Apollo 17, il y a plus de cinquante ans », se félicite Astrobotic sur son site.

Jouez aussi : Quiz. Êtes-vous incollable sur la Lune ?

Les capsules commémoratives Celestis transportant des restes incinérés et de l'ADN resteront sur la surface lunaire « comme un hommage permanent aux âmes intrépides qui n'ont jamais cessé d'atteindre les étoiles », explique Celestis sur son site. Mais ce service n'est pas donné. Comptez 12 995 dollars – soit un peu plus de 12 000 euros – pour envoyer des cendres ou de l'ADN sur la Lune. À ce prix-là, Celestis assure que « l'ADN est suffisamment durable pour survivre aux conditions de l'espace et même résister à la chaleur et aux pressions extrêmes de la traversée de l'atmosphère terrestre ».

Quels sont les patrimoines communs de l'humanité ?



Les patrimoines communs désignent un statut bien spécial qui sert à commémorer et protéger des domaines particuliers : découvrez ce qui se cache derrière cette expression.

Si l'on connaît bien la liste des biens matériels, immatériels et sites naturels classés au patrimoine mondial culturel et naturel de l'Unesco, la notion de "patrimoine commun de l'humanité" est bien plus confidentielle. Il s'agit de l'espace maritime (mers et océans) et de l'espace atmosphérique (lune et autres corps célestes) qui se trouvent en dehors de la juridiction des pays.
Découvrez de quelle manière cette notion historique a vu le jour et comment la gestion et la protection de ces patrimoines communs de l'humanité sont assurées aujourd'hui.

Qu'appelle-t-on "patrimoine commun de l'humanité" ?

Cette notion historique de patrimoine commun de l'humanité est apparue en 1958, dans le discours du prince Wan Waithayakon de Thaïlande, président de la conférence de Genève sur le droit de la mer. Il évoquait l'importance de la protection de la mer qui constitue un patrimoine mondial commun de toute l'humanité. Neuf ans plus tard, l'ambassadeur maltais expliquait devant l'Assemblée générale des Nations unies (AGNU) que le fond des mers et des océans situés au-delà des limites de la juridiction nationale ne devait pas être exploité ni menacé d'une appropriation nationale. Jusque-là, ces zones maritimes n'étaient considérées que négativement en droit international.

Comment cette notion de "patrimoine commun de l'humanité" a-t-elle émergé ?

Dès 2015, l'Assemblée générale des Nations unies a pris la résolution d'élaborer un accord international contraignant pour les pays membres dans le cadre de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM) à propos de la conservation et de l'utilisation durable de la biodiversité marine au-delà des juridictions des États.
Pour préparer l'élaboration de cet accord, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a réuni un comité en 2016 et 2017. L'idée, derrière cette disposition, était d'appliquer plus concrètement les dispositions de la CNUDM sur cet espace "libre" jusque-là. Les missions des membres de la commission sont :

d'évaluer l'impact environnemental des activités en mer ;
d'augmenter le développement des outils de gestion des ressources et du patrimoine mondial ; d'exploiter les ressources génétiques marines.

Pourquoi ce "patrimoine commun de l'humanité" est-il important ?

Deux enjeux principaux apparaissent dans ce concept de patrimoine commun de l'humanité :
la préservation des ressources naturelles au bénéfice de l'humanité dans une perspective écologique ;
la redistribution des richesses au niveau mondial, entre tous les pays.
Cet accord international vise d'abord la gestion, la conservation et la préservation du patrimoine de la biodiversité marine comme un espace et un bien précieux pour tous les êtres vivants. Mais il existe bien un aspect plus politique et économique dans cette résolution. Tant que la Zone des mers et océans située au-delà de l'espace maritime de chaque pays n'est pas réglementée, ce sont les pays et états riches industrialisés qui bénéficient le plus de son exploitation.

Quels sont les patrimoines communs de l'humanité ?

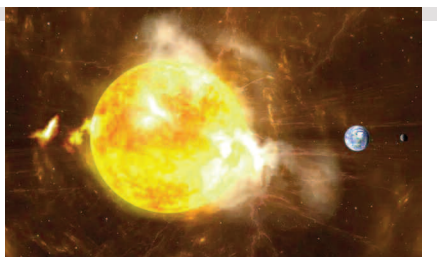
La CNUDM a défini comme "Zone" le territoire maritime qui échappe aux juridictions des États et qui constitue le patrimoine commun de l'humanité. Sachez qu'en termes de législation, l'océan est divisé en six parties. Les quatre premiers espaces sont sous la juridiction de l'État côtier (mer territoriale, zone contiguë, zone économique exclusive, et plateau continental qui correspond aux fonds).
Les deux autres, situés au-delà de 200 miles marins d'une côte, que l'on appelle haute mer, sont le plateau continental étendu et la Zone qui est donc le patrimoine commun de l'humanité.

Qu'est-ce qu'une tempête géomagnétique ?

Phénomène spatial souvent incompris, les tempêtes géomagnétique ont de grandes conséquences sur les activités humaines : découvrez leur formation et leur fonctionnement.
Souvent qualifiées à tort de "tempêtes solaires", les tempêtes magnétiques se produisent au gré de l'activité solaire. Comment se forment-elles et quelles sont leurs conséquences pour la Terre et ses habitants ?

Qu'appelle-t-on "tempête géomagnétique" ?

Une tempête géomagnétique, aussi appelée "orage magnétique", est un ensemble de phénomènes provoqués par l'interaction entre les vents



solaires et le champ magnétique terrestre. L'activité solaire peut se manifester sous la forme d'éruption solaire, d'éjection de masse coronale ou de trou coronal.
Une éruption solaire, par exemple, est caractérisée par l'éjection de matière ionisée dans l'espace, à des centaines de milliers de kilomètres d'altitude. Elle entraîne un vent solaire, constitué d'ions et d'électrons, qui se déplace à très grande vitesse dans l'espace. Lorsque le vent solaire se dirige vers la Terre, il comprime le champ magnétique terrestre, ou "magnétosphère terrestre". Le champ magnétique du vent solaire interagit alors avec celui de la Terre, créant un courant magnétique dans la magnétosphère et l'ionosphère.

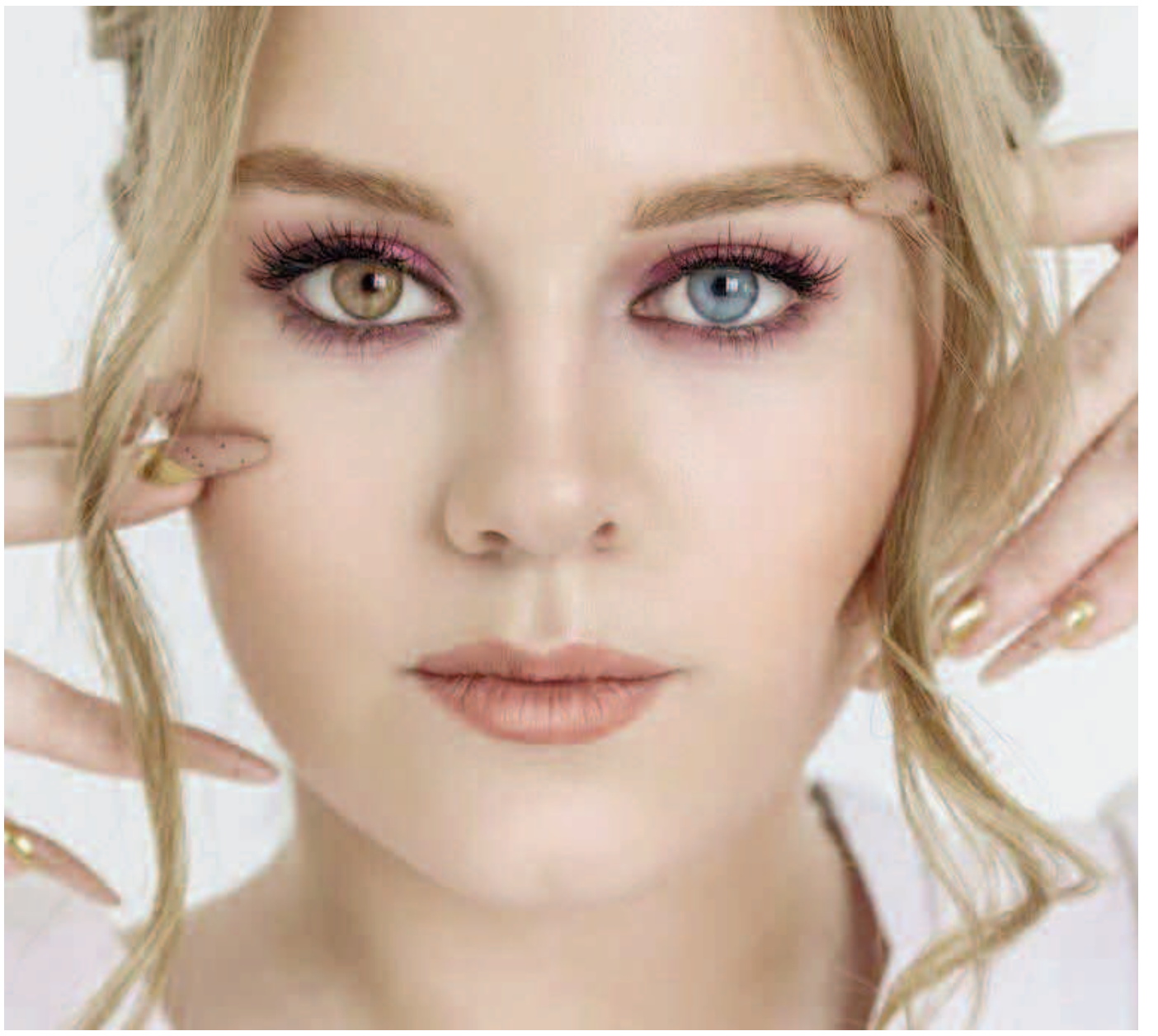
Quelles sont les conséquences d'une tempête géomagnétique ?

Sur Terre, une tempête géomagnétique se caractérise par l'apparition d'aurores boréales dans les régions proches des pôles magnétiques. Ces phénomènes lumineux se produisent lorsque les particules du vent solaire excitent les atomes de l'ionosphère.
En cas de tempête géomagnétique de forte intensité, les aurores boréales peuvent atteindre les zones plus proches de l'équateur. Une tempête magnétique peut aussi avoir une incidence sur les systèmes électriques présents sur Terre, les avions et les engins spatiaux, comme les satellites.

Qu'est-ce qu'une tempête géomagnétique G2 ?

Les tempêtes géomagnétiques font l'objet d'une classification, mise en place par le Space Weather Prediction Center, un service américain de météorologie spatiale. L'échelle d'intensité d'une tempête géomagnétique va de G1 (mineure) à G5 (extrême). Une tempête géomagnétique G2 est dite "modérée". Elle peut altérer les systèmes électriques situés en haute altitude, et endommager les transformateurs en cas de durée prolongée.

Hétérochromie (yeux vairons) : *partielle, complète, quelles causes ?*



Un œil vert, l'autre bleu, l'un marron, l'autre noisette... Les yeux peuvent parfois être de deux couleurs différentes. C'est ce que l'on appelle l'hétérochromie ou dans le langage courant, les yeux vairons.

Un œil vert, l'autre bleu, l'un marron, l'autre noisette... Dans certains cas, les yeux peuvent être de deux couleurs différentes. C'est ce que l'on appelle dans le langage médical l'hétérochromie, ou dans le langage courant, les yeux vairons. L'hétérochromie peut être complète ou partielle, congénitale ou acquise. Qu'est-ce qui cause l'hétérochromie ? Une maladie ? A-t-elle un impact sur la vision ?

Quelle est la définition d'une hétérochromie ?

"Une hétérochromie est ce que l'on appelle dans le langage courant "les yeux vairons" (qui n'est pas un terme médical), autrement dit, le fait de ne pas avoir les deux yeux de la même couleur", définit d'emblée le Pr Antoine Brézin, professeur d'ophtalmologie à la faculté de médecine de l'Université Paris-Cité, chef du service d'Ophtalmologie de l'Hôpital Cochin et auteur du livre Comprendre et soigner ses yeux (Editions du Cerf).

Qu'est-ce qu'une hétérochromie complète ?

Une hétérochromie peut être complète quand une personne a un œil d'une couleur et un œil d'une autre couleur (un iris vert et un iris bleu, un iris marron et un iris noisette par exemple).

Qu'est-ce qu'une hétérochromie partielle (ou sectorielle) ?

Une hétérochromie est dite "partielle" quand il y a différentes couleurs au sein d'un même iris (un iris bleu avec une zone marron par exemple). Une hétérochromie est partielle peut résulter de la présence de grain de beauté (naevus) sur l'iris. "Un grain de beauté sur l'iris lui donne un aspect un peu plus marron à l'œil", précise notre spécialiste.

Qu'est-ce qu'une hétérochromie centrale ?

"L'hétérochromie centrale n'existe pas dans la mesure où au centre de l'iris se trouve la pupille", tient à rétablir notre interlocuteur.

Quelles sont les causes d'une hétérochromie ?

L'hétérochromie peut être congénitale, c'est-à-dire que la personne naît tout simplement avec. L'hétérochromie peut aussi être acquise, quand elle est causée notamment par la présence de grains de beauté (naevus) sur l'iris (dont le nombre augmente avec l'âge).

"La prise d'analogues des prostaglandines, des médicaments qui font partie des traitements proposés pour traiter un glaucome, peuvent modifier la couleur de l'iris. Enfin, une pathologie très rare de l'œil appelée "cyclite hétérochromique de Fuchs" est caractérisée par une inflammation dans l'œil et par la coloration différente des deux iris", liste le Pr Brézin.

Quels sont les "symptômes" d'une hétérochromie ?

Dans la mesure où l'hétérochromie n'est pas une maladie, on ne peut pas parler de symptômes.

L'hétérochromie se caractérise simplement par une différence de couleur entre les deux iris dans le cas d'une hétérochromie complète et par la présence de deux couleurs différentes au sein d'un même iris dans le cas d'une hétérochromie partielle.

Quelles sont les conséquences d'une hétérochromie sur la vision ?

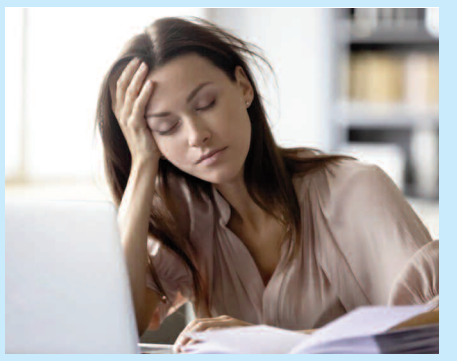
"Sur la vision ainsi que sur la santé oculaire, le fait d'avoir deux iris de couleur différente n'a aucune conséquence. Chez certaines personnes, elle peut avoir des répercussions psychologiques (complexes), mais ça reste finalement très rare.

La plupart des gens acceptent leur hétérochromie et ne ressentent aucune gêne", indique notre expert. Pour les personnes qui souffrent d'un complexe physique, le port de lentilles de couleurs peut être envisagé.

Y a-t-il une prise en charge de l'hétérochromie ?

Il n'y a pas de traitement de l'hétérochromie, sauf dans le cas très particulier d'une cyclite hétérochromique de Fuchs.

Fatigue hivernale : symptômes, alimentation, que faire ?



LA FATIGUE hivernale peut toucher tout le monde. Elle dure toute la journée, peut devenir chronique et se prolonge pendant plus d'un mois et demi environ. Conseils de notre médecin pour y faire face.

Fatigue au réveil, baisse d'envie en journée, envie de compenser par la nourriture... Et tout ça pendant l'hiver ? Votre organisme souffre peut-être de la fatigue hivernale. "Elle peut mener à un syndrome dépressif si la personne n'y fait pas attention et qu'elle ne prend pas soin d'elle" prévient le Dr Sandrine Duranseaud, médecin et hypnothérapeute. Conseils.

Qu'est-ce que la fatigue hivernale ?

"Ce que l'on appelle fatigue hivernale est une fatigue particulière car elle survient, comme son nom l'indique, pendant l'hiver. Elle dure toute la journée, peut devenir chronique et se prolonge pendant plus d'un mois et demi environ" définit Sandrine Duranseaud médecin et hypnothérapeute. Comment savoir si vous souffrez de fatigue hivernale ? "Il suffit de faire le test : si vous allez mieux dès qu'il y a du soleil, c'est qu'il s'agit de fatigue hivernale.

" En effet, le soleil est la première source d'énergie de l'Homme : "C'est une énergie vitale, c'est pour cela que moins on est exposé au soleil, plus le risque de fatigue hivernale est grand.

" La fatigue hivernale n'est pas à prendre à la légère : "Elle peut mener à un syndrome dépressif si la personne n'y fait pas attention et qu'elle ne prend pas soin d'elle."

Quels sont les symptômes de la fatigue hivernale ?

La fatigue hivernale se manifeste par plusieurs signes caractéristiques explique le Dr Sandrine Duranseaud :

Une fatigue qui survient dès le réveil.

Une perte de l'élan vital : "Cela signifie que la personne n'a envie de rien, qu'elle n'a plus de motivation."

Des difficultés à se concentrer.

Un manque ou une absence d'énergie pour réaliser des projets.

Un besoin de manger plus. "Il s'agit d'un reflex ancestral.

On s'imagine que la nourriture apporte de l'énergie, ce qui est vrai pour une personne qui se dépense, qui a une activité physique.

Mais lorsque l'on est à l'intérieur et sédentaire, ce n'est pas une bonne idée car cela peut entrainer encore plus de fatigue." Une lassitude permanente "de laquelle peut découler un syndrome dépressif dans les cas les plus graves"...





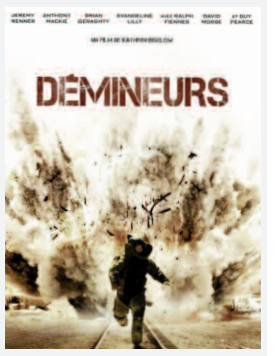








JEUNE INDEPENDANT









télévision

PROGRAMME DU JOUR

21h05 TF1
Série policière France, 2023
Master Crimes

21h00 France 2
Magazine d'information France, 2023
Cash investigation

20h55 M6
Film d'action Etats-Unis, 2022
355

21h00 CANAL+
Série d'action - Etats-Unis 2022
Gangs of London

20h55 W9
Série musicale
Espagne, 2023
Un, dos, tres : nouvelle génération

20h50 CINE + FRISSON
Cinéma Film de guerre
Etats-Unis 2008
Démineurs

21h05 6ter
Cinéma Comédie
France - 1972
Le viager

20h50 CINE + PREMIER
Film de science-fiction, Etats-Unis
Ad Astra

21h20 C8
Magazine de société France, 2023
Y'a que la vérité qui compte

20h50 CINE CINEMA
Film de guerre Corée du Sud, 2022
Hansan : La bataille du dragon

21h00 CINE + FAMIZ
Cinéma Film policier
France, 1976
L'Alpagueur

21h00 TMC
Cinéma Film d'action
France, 2000
Taxi 2

21h03 la chaine CANAL+ SERIES



Série dramatique France, 2020
Saison 5 Épisode 1/2

Le bureau des légendes

Un article de presse diffusé sur Internet déstabilise le service de la sécurité interne dirigé par JJA. Ce dernier est convaincu de la présence d'une taupe. Il fait en sorte de démentir cette information auprès des «clandestins» actuellement en mission. Le premier à réagir reste Andrea, infiltré en Arabie Saoudite. A Moscou, Sylvain semble craquer psychologiquement et décide de partir quelques jours pour Riga, avec sa petite amie.

23h00

Série dramatique France, 2022
Saison 1 Épisode 1-2

Paris Police 1900

En 1905, sous l'ordre du préfet Lépine, la police des moeurs tente de mettre fin à la prostitution dans les rues de Paris. Pendant ce temps, l'inspecteur Antoine Jouin enquête sur le cadavre d'un homme retrouvé dans le Bois de Boulogne. Le policier s'appuie sur le rapport du criminologue Alphonse Bertillon qui a effectué les constations sur la scène de crime.

HORAIRES DES PRIÈRES	ANNABA					CONSTANTINE					ALGER					OUARGLA					CHLEF					MOSTAGANEM					ORAN				
	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha	Fadjr	Dohr	Açr	Maghrib	Icha
	05:39	12:15	15:00	17:24	18:45	05:45	12:21	15:06	17:30	18:51	05:57	12:33	15:18	17:42	19:03	05:52	12:28	15:15	17:39	18:59	06:04	12:40	15:27	17:51	19:11	06:10	12:45	15:32	17:56	19:16	06:12	12:48	15:35	17:59	19:19

LE TEMPS
INDÉPENDANT

N° 7741 – JEUDI 16 NOVEMBRE 2023

www. jeune-independant. net direction@jeune-independant. net

Météo

	Maximales	Minimales
Alger	24°	13°
Oran	24°	12°
Constantine	24°	7°
Ouargla	26°	10°

EN PROVENANCE DU MAROC

Plus de sept quintaux de kif traité saisis en une semaine

Une quantité de plus de 7 quintaux de kif traité introduite via les frontières avec le Maroc a été saisie dans des opérations menées par des détachements combinés de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les différents services de sécurité. C'est ce qui est indiqué dans le bilan opérationnel rendu public, hier, par le ministère de la Défense nationale.



L'ANP veille au grain.

«Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exécuté, durant la période du 8 au 14 novembre 2023, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national», a précisé le MDN. Dans le chapitre de la lutte antiterroriste, des détachements de l'ANP ont procédé à l'arrestation de 12 éléments de soutien aux groupes terroristes, lors de différentes opérations menées à travers le territoire national.

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et «en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays», des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents services de sécurité, lors d'opérations exécutées à travers les Régions militaires, 93 narcotrafiquants. Lors de ces opérations, ils ont mis en échec des tentatives d'introduction de 7 quintaux et 44 kilogrammes de kil traité provenant des frontières avec le Maroc, alors que 6,182 kilogrammes de cocaïne et 214 028 comprimés psychotropes ont été saisis.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, In Guezzam et In Salah, des détachements de l'ANP ont arrêté 125 individus et saisi 33 véhicules, 91 groupes électrogènes, 55 marteaux piqueurs, 244 quintaux de mélange de pierres et d'or brut. Ils ont également saisi des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite, tandis que 38 autres individus ont été interceptés et 26 fusils de chasse, 37266 litres de carburants, 33,5 tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation, 30 quintaux de tabacs et 20950 unités de diverses boissons ont été saisis lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.

Par ailleurs, les garde-côtes ont déjoué, au niveau des côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au sauvetage de 214 individus à bord d'embarcations de construction artisanale. De même, 326 immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national.

M. B.



FILIÈRE DATTES

Vers la plantation d'un million de palmiers

LE MINISTRE de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni a annoncé, hier, au Palais des expositions de la Safex, le lancement, à partir de la saison agricole 2023-2024, du programme de plantation d'un million de palmiers dans le cadre de la promotion de cette filière.

Le ministre a précisé que «le lancement de la plantation d'un million de palmiers entre dans le cadre du plan national du développement de l'agriculture horizon 2030 qui a consacré un programme important pour accroître la richesse des palmiers».

Concernant la protection phytosanitaire des palmeraies contre les parasites qui menacent la production, le ministre a souligné que le programme en question prévoit le renforcement du contrôle à l'aide de drones et le recours aux autres techniques modernes telles que le diagnostic moléculaire des maladies.

Outre les variétés des dattes connues par les consommateurs, le ministre a indiqué que les autres variétés seront vulgarisées, étant donné que 1000 variétés sont recensées en Algérie, et ce, en vue de diversifier l'offre au niveau du marché local et étranger.

Le ministre a fait état, dans le même contexte, du recensement de 19.1 millions de palmiers, dont 16.4 millions en phase de production, ajoutant que la production nationale de dattes s'est établie à environ 11 millions de quintaux durant les deux dernières années, 2021 et 2022.

M. Henni a mis en relief, en outre, l'importance de la filière phœnicicole, une des principales productions du grand sud, et qui occupe aujourd'hui une place importante dans le développement agricole et rural.

S. B.

SOUTIEN DES DOUANES ET D'ALGEX AUX ENTREPRISES

Vers une cellule d'écoute dédiée aux exportateurs

LA CHAMBRE de commerce et d'industrie (CCI) a organisé, hier, une journée d'étude visant à mettre en évidence les mesures facilitant le commerce et les douanes pour les entreprises en Algérie. L'objectif de réaliser des exportations hors hydrocarbures d'une valeur de 13 milliards de dollars, en plus de la mise en place d'une cellule d'écoute dédiée aux exportateurs afin de pouvoir solutionner les éventuels problèmes qu'ils rencontrent ont été abordés par les intervenants.

Le président de la CACI-Boumerdès, Rabeh Charef, a évoqué le soutien des Douanes et d'Algex pour accompagner les entreprises algériennes, dynamiser l'économie nationale et promouvoir les exportations hors hydrocarbures. Il a néanmoins estimé qu'il faut fournir des efforts supplémentaires pour atteindre l'objectif d'exporter un volume de 13 milliards de dollars hors hydrocarbures.

De son côté, Amira Ghazli, inspecteur divisionnaire à la Direction générale des douanes, a énuméré les conditions nécessaires pour l'exportation, notamment la domiciliation bancaire obligatoire pour les ventes définitives et le système des opérateurs économiques agréés.

Par le biais de son programme de modernisation, l'administration des douanes s'est engagée dans une politique de partenariat avec les entreprises économiques et les autres intervenants de la chaîne du commerce extérieur pour répondre aux défis de la mondialisation de l'économie, la libéralisation des échanges internationaux et la promotion de l'investissement.

Dans son discours, Mme Ghazli a également mentionné le circuit vert, un mécanisme de facilitation des opérations de dédouanement des marchandises qui rationalise le contrôle douanier et réduit l'intervention humaine grâce à l'utilisation de techniques modernes de gestion des risques, d'accélération des procédures et de fluidité des opérations du commerce extérieur.

De son côté, M. Bouadhma, représentant d'Algex, a souligné la création d'une cellule d'écoute des exportateurs, qui s'inscrit dans la continuité des orientations du Président Tebboune en matière de numérisation. Dans son discours, le même responsable a encouragé les opérateurs à s'engager dans cette perspective d'exportation qui n'est plus un choix. En effet, avec la Zone de libre-échange africaine (Zlecaf) et l'éventuelle adhésion de l'Algérie à l'OMC, les barrières tarifaires vont disparaître et les entreprises engagées dans l'exportation pourront maintenir leur activité, même avec des produits internationaux.

Meriem D.

FOIRE COMMERCIALE INTRA-AFRICAINE

Les produits algériens en haut du podium

L'ALGÉRIE a décroché la première place du meilleur stand de produits, lors de la 3e édition de la Foire commerciale intra-africaine 2023 (IATF) qui se déroule en Egypte, avec la participation de plus de 1.600 exposants. C'est ce qu'a annoncé, hier, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations Tayeb Zitouni. Il a fait état du choix de l'Algérie pour abriter la 4e édition de l'IATF en 2025 qui sera organisée par la Banque africaine d'import-export «Afreximbank», en collaboration avec l'Union africaine (UA) et le secrétariat général de la ZLECAf (Zone de libre-échange continentale africaine). Ce choix intervient après «une rude compétition» entre plusieurs Etats africains candidats à l'organisation de ce rendez-vous économique qui verra la participation de plusieurs chefs d'Etats et constitue un carrefour des économies du continent, selon le ministre qui a souligné que ce choix intervient à l'issue «d'une évaluation positive par la commission africaine des structures de base que recèle l'Algérie, pour abriter cet évènement économique continental, et ce, lors de sa visite au mois de juin dernier». Cette manifestation biannuelle a pour objectif d'augmenter le volume du commerce intra-africain, et d'exposer les opportunités et les principaux atouts d'investissement dont dispose le continent africain.

M. D.